

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES EMIS EN NOVEMBRE ET DECEMBRE 2001

Bulletin d'abonnementPage

Directeur de la publication : Bruno Suzzarelli
Directrice adjointe : Isabelle Maréchal
Rédacteur en chef : Alain Riou
Secrétariat de rédaction : Sylvie Bourcier, Yanne Brédillard, Claude Gardeur,
Ernestine Gomis, Josiane Karkidès, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires juridiques
Centre de documentation juridique et administrative
3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 18,29 •

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Direction de l'administration générale

- Page 5 Circulaire n° 2001/023 du 27 novembre 2001 relative à l'application aux personnels du ministère de la culture et de la communication du décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat.
- Page 13 Note n° 2001/024 du 29 novembre 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire.
- Page 17 Note n° 2001/027 du 27 décembre 2001 relative à la rémunération des agents non titulaires rémunérés sur crédits.
- Page 19 Circulaire du 2 novembre 2001 relative à la gestion des archives dans les services et établissements publics de l'Etat.

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 22 Circulaire n° 2001/025 du 29 novembre 2001 relative à l'attribution de bourses de D.E.A. pour l'année universitaire 2001-2002.
- Page 24 Décision du 17 décembre 2001 portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès des associations «patrimoine photographique» et «association des amis de Jacques-Henri Lartigue».
- Page 24 Circulaire n° 2001/028 du 18 décembre 2001 relative aux nouvelles modalités d'organisation et d'intervention de l'inspection générale de l'architecture et du patrimoine (IGAPA).

Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles

- Page 30 Circulaire n° 2001/022 du 8 novembre 2001 fixant les conditions d'attribution des bourses d'études sur critères sociaux pour l'année universitaire 2001/2002.
- Page 38 Arrêté du 19 novembre 2001 portant nomination des membres du comité supérieur du conservatoire national supérieur d'art dramatique.
- Page 38 Note n° 2001/026 du 4 décembre 2001 relative à l'aide apportée par l'Etat aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicale.

Mesures d'information

Page 42 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

Réponses aux questions écrites

Page 51 Assemblée nationale

Page 53 Sénat

Divers

Page 55 Bulletin d'abonnement

Mesures de publication et de signalisation

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Circulaire n° 2001/023 du 27 novembre 2001 relative à l'application aux personnels du ministère de la culture et de la communication du décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat.

La ministre de la culture et de la communication
à

Mesdames et messieurs les directeurs et délégués de
l'administration centrale

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des
affaires culturelles

s/c de madame et messieurs les préfets de région

Mesdames et messieurs les chefs de services
départementaux de l'architecture et du patrimoine
s/c de mesdames et messieurs les préfets de département

Mesdames et messieurs les présidents et directeurs
des établissements publics à caractère administratif

Par circulaire du 3 août 2001, je vous avais indiqué les
modalités envisagées pour la mise en œuvre de
l'aménagement et de la réduction du temps de travail
(ARTT) dans les services du ministère de la culture et
de la communication ainsi que dans les établissements
publics à caractère administratif qui en dépendent.

Le mouvement social qui a affecté le fonctionnement
de notre ministère depuis le 8 octobre dernier m'a
conduite à souhaiter une reprise du dialogue avec les
organisations syndicales afin de réexaminer de façon
approfondie le dispositif prévu, dans le souci de mieux
prendre en compte les attentes des personnels et les
spécificités attachées à certaines situations de travail.

L'aboutissement des discussions menées ces dernières
semaines me permet de vous transmettre aujourd'hui
une nouvelle circulaire d'application du décret du
25 août 2000. Ce texte se substitue à la circulaire du
3 août 2001. Il traduit des évolutions profondes sur les
conditions de mise en œuvre de l'ARTT par rapport
au cadre fixé l'été dernier et prend en compte un
nombre important de remarques ou de propositions
issues des débats, enrichies d'observations faites par
de nombreux responsables de services.

Il convient désormais que le processus de mise en
place de l'ARTT se poursuive par la réunion, entre le
3 et le 21 décembre prochain, des comités techniques
paritaires centraux et locaux qui devront examiner les
conditions d'application du dispositif national à
l'ensemble des services et établissements.

Cet examen doit se faire sur la base du texte ci-joint,
présenté, comme le précédent, sous forme de fiches
techniques thématiques afin d'en faciliter l'usage. Il
demeure très important que la plus large information
accompagne les nouvelles dispositions et permette ainsi
de nourrir l'indispensable concertation préalable à la
réunion des instances paritaires. Vous pourrez, si vous
l'estimez utile, désigner un expert de l'administration
pour vous assister lors de ce CTP ; des fonctionnaires
de l'administration centrale connaissant bien le dossier
de l'ARTT sont disponibles à cet effet.

Chaque service ou établissement doté d'un comité
technique paritaire (en administration centrale, service
déconcentré, service à compétence nationale,
établissement public à caractère administratif) devra
procéder au choix des dispositions les plus appropriées
à son organisation interne en tenant compte, chaque
fois que possible, des attentes exprimées par des
agents. Il lui appartiendra notamment :

de déterminer les unités fonctionnelles, homogènes en
termes de missions et d'organisation de travail,
soumises à un même horaire collectif ;

de définir les conditions de mise en œuvre des
cycles de travail dans le respect des règles énoncées
au niveau national ;

de préciser les modalités d'utilisation éventuelle de
jours de RTT ;

d'identifier, le cas échéant, les personnels de conception
ou d'encadrement relevant de règles spécifiques.

Les dispositions retenues au niveau de chaque service
ou établissement seront ensuite transmises, aux fins
de validation, à la direction de l'administration générale
qui les examinera au regard de leur conformité aux
textes législatifs et réglementaires ainsi qu'aux
orientations définies pour l'ensemble du ministère. Le
CTPM sera tenu informé des dispositions retenues,
de leurs éventuelles modifications ultérieures et de
l'avis des CTP concernés.

J'appelle votre attention sur le fait que l'aménagement et la réduction du temps de travail doivent s'accompagner de mesures destinées à améliorer l'efficacité de l'organisation des services, tant en ce qui concerne la présence des agents que les horaires d'ouverture. Vous trouverez ci-joint (annexe 2) les orientations qui me paraissent devoir être suivies en la matière.

Je mesure la brièveté des délais qui vous sont impartis, au cours d'une fin d'année déjà très chargée, pour procéder aux consultations nécessaires à la définition des modalités de mise en œuvre de l'ARTT dans vos services. Je demeure évidemment très attachée à ce que les semaines à venir soient l'occasion de poursuivre un dialogue constructif avec les personnels et leurs représentants.

Je compte tout particulièrement sur votre mobilisation pour assurer la réussite d'un dossier que je juge primordial pour l'avenir de notre ministère.

La ministre de la culture et de la communication
Catherine Tasca

ANNEXE 1

L'aménagement et la réduction du temps de travail au ministère de la culture et de la communication

Cadrage national

Préambule

Fiche n° 1 – Champ d'application

Fiche n° 2 – Durée du travail

Fiche n° 3 - Cadre général

Fiche n° 4 - Dispositions applicables à certains personnels d'encadrement et de conception

Fiche n° 5 - Personnels non-enseignants des établissements d'enseignement

Fiche n° 6 - Dispositions applicables aux emplois postés

Fiche n° 7 - Personnels soumis à des conditions particulières

Fiche n° 8 - Modalités de prise en compte des temps de déplacements

Fiche n° 9 - Indemnisation des heures supplémentaires

Fiche n° 10 – Astreintes

Fiche n° 11 - Modalités spécifiques aux personnels rémunérés sur crédits

Préambule

La mise en place de l'aménagement et de la réduction du temps de travail dans la fonction publique sera effective au 1^{er} janvier 2002 conformément au décret n° 2000-815 du 25 août 2000.

L'ARTT constitue une étape majeure du développement de notre administration culturelle. Cette réforme représente une avancée sociale importante pour ses personnels, d'autant qu'elle s'effectuera en garantissant le maintien des rémunérations. Grâce au gain de temps libre significatif qu'elle autorise et aux améliorations de l'organisation du travail qui doivent l'accompagner, elle permettra d'élargir les possibilités de temps choisi et de repenser les conditions de travail. Dans ce cadre, elle doit être une source de progrès en matière d'hygiène et de sécurité. Sa mise en œuvre doit impliquer tous les personnels afin que chaque agent en bénéficie dans les meilleures conditions.

L'ARTT rejoint aussi les efforts menés depuis plusieurs années par le ministère de la culture et de la communication dans la conduite de sa modernisation. A ce titre, un meilleur aménagement du temps de travail doit permettre d'accroître l'efficacité globale des services et favoriser leur adaptation aux besoins des usagers.

L'objet du présent texte est d'appliquer le décret du 25 août 2000 au ministère de la culture et de la communication.

Il définit un cadre national applicable à notre ministère tout en permettant de répondre à la diversité des situations professionnelles.

Ses conditions d'application à chaque service ou établissement seront définies localement, en tenant compte des réalités de l'organisation du travail, dans le respect des orientations générales ici fixées et après consultation des comités techniques paritaires centraux ou locaux.

Fiche n°1 : Champ d'application

Le présent document s'applique à l'ensemble des personnels en fonction en administration centrale, dans les services déconcentrés, dans les services à compétence nationale et dans les établissements publics administratifs dépendant du ministère de la culture et de la communication.

Sont concernés tous les agents, quelle que soit leur situation juridique, dès lors qu'ils travaillent dans l'un des services ou établissements mentionnés ci-dessus, à l'exception des personnels enseignants, qui sont soumis à des obligations spécifiques.

Les personnels de l'établissement public prévu par l'article 4 de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive se verront appliquer les dispositions résultant de l'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail conclu le 7 juillet 2000 au sein de l'association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN).

Fiche n°2 : Durée du travail

I – Le temps de travail effectif

Le temps de travail effectif est défini, conformément à l'article 2 du décret du 25 août 2000, comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles.

Sont notamment comptabilisés comme du temps de travail effectif :

- les temps de régie de caisse ou de comptoir de vente ;
- les temps de pause pendant lesquels les agents restent en permanence à la disposition de l'employeur, dans le cadre des règles d'organisation du travail définies au niveau de chaque service ou établissement ;
- les temps d'intervention pendant une période d'astreinte.

En revanche, sont notamment exclus du temps de travail effectif :

- les temps de trajet nécessaires à l'agent pour se rendre de son domicile à son lieu de travail habituel ;
- le temps de pause méridienne dans la mesure où l'agent ne demeure pas à disposition de l'autorité hiérarchique.

D'autres temps, sans être du temps de travail effectif, sont compensés ou indemnisés. Il s'agit des temps d'astreintes à l'extérieur des locaux de travail (hors les temps d'intervention) et des temps de déplacement décrits dans la fiche n° 8.

Dans certains services ou établissements ne disposant pas d'un lieu de restauration collective à proximité du lieu de travail, un temps de trajet permettant aux agents de se rendre dans le lieu où ils doivent se restaurer à l'occasion de la pause méridienne a pu être considéré notamment par les règlements intérieurs comme du temps de travail effectif. Ces usages seront maintenus tant qu'ils demeureront justifiés. Il en ira de même pour l'usage de la journée continue lorsqu'il avait été établi dans certains services ou établissements.

II – La durée du travail

En application de l'article premier du décret du 25 août 2000, la durée du travail effectif est fixée à trente-cinq heures par semaine, le décompte du temps de travail étant réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1600 heures maximum, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées.

Les cas dans lesquels, en application du troisième alinéa de ce même article, cette durée annuelle de 1600 heures de travail effectif peut être réduite sont décrits dans les fiches n° 6 et 7.

Pour la détermination des 1600 heures de travail effectif, ont été déduits au plan interministériel :

- 104 jours de week-end ;
- un forfait de 8 jours fériés légaux ;
- 25 jours de congés légaux.

Viennent modifier la durée annuelle de 1600 heures, le cas échéant et de manière collective :

- les jours fériés légaux, au-delà des 8 premiers déjà décomptés ;
- les jours fériés légaux dans un ressort géographique donné : la Saint Etienne et le Vendredi Saint en région Alsace et dans le département de la Moselle ; le jour de commémoration de l'abolition de l'esclavage dans les départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion ainsi que dans la collectivité départementale de Mayotte.

Viennent modifier la durée annuelle de 1600 heures, le cas échéant, et de manière individuelle, les jours de fractionnement des congés annuels, selon les modalités précisées par le décret du 26 octobre 1984 relatif aux congés annuels des fonctionnaires de l'Etat.

Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

Le présent texte est sans incidence sur le régime réglementaire des autorisations d'absence.

III – Des modalités de réduction du temps de travail adaptées aux spécificités du ministère de la culture et de la communication

Dans chaque service ou établissement, la réduction du temps de travail s'opère suivant l'une des modalités suivantes ou leur combinaison :

- réduction de la durée hebdomadaire de travail, dans le respect de la durée annuelle de référence de 1600 heures, des 25 jours de congés légaux et, sous réserve des dispositions particulières au cycle décrit au 1) de la fiche n° 3, des 7 jours de congés spécifiques au ministère ;
- octroi de jours de congés supplémentaires au titre de l'aménagement du temps de travail, dès lors que la durée annuelle de référence est respectée.

IV – Le travail occasionnel

Lorsqu'un agent est appelé, à titre occasionnel, à travailler en dehors de ses obligations de service, les heures ainsi travaillées font l'objet d'une compensation en temps, sur la base d'une valorisation de :

- 1,2 pour un jour de semaine,
- 1,5 pour le samedi,
- 2 pour le dimanche ou un jour férié,

- 1,5 pour la nuit (le travail de nuit étant défini, conformément au décret du 25 août 2000, comme une période de travail accomplie entre 22 heures et 7 heures).

Toutefois, lorsqu'il n'est pas possible de permettre une récupération en heures, celle-ci peut être remplacée par une indemnisation sur l'initiative du chef de service et avec l'accord de l'agent. Dans ce cas, les interventions effectuées pendant la période considérée seront indemnisées sur la base d'un coefficient de majoration fixé à 1,2 pour un jour de semaine, à 1,5 pour le samedi, à 2 pour le dimanche ou un jour férié, à 1,5 pour la nuit.

V – Le compte épargne-temps

Un dispositif de compte épargne temps sera créé au 1^{er} janvier 2002, dans la mesure où seront intervenues d'ici cette date des dispositions réglementaires le permettant.

Fiche n° 3 : Les cycles de travail du cadre général

Les dispositions du cadre général s'appliquent à tous les personnels concernés par le présent document, à l'exclusion :

- 1) des personnels visés par les dispositions particulières énoncées dans les fiches n° 6 et 7 en ses 1°) et 2°) ;
- 2) de certains personnels de conception ou d'encadrement, qui relèvent de l'article 10 du décret du 25 août 2000 et des dispositions décrites dans la fiche n° 4 ;
- 3) des personnels non enseignants des établissements d'enseignement, qui relèvent des dispositions décrites dans la fiche n° 5.

Enfin, pour les personnels en fonction sur des emplois de standardistes, dont le travail restera organisé sur la base d'un cycle hebdomadaire, et pour les conducteurs automobiles, dont certains peuvent être amenés à travailler sur des cycles de deux semaines, des modalités spécifiques d'organisation du temps de travail et d'éventuelles dérogations aux règles générales pourront être examinées par un groupe de travail, puis soumises à l'avis des CTP compétents.

Les modalités d'aménagement et de réduction du temps de travail

Les modalités proposées ci-dessous visent à permettre l'organisation collective du travail tout en tenant compte, autant que possible, des aspirations individuelles des agents.

Le cycle de travail de référence est le cycle hebdomadaire.

Pour chaque unité fonctionnelle, définie comme une entité homogène en termes de mission et d'organisation du travail, l'une des formules suivantes de cycle pourra être retenue, en fonction des nécessités de service et après consultation du CTP compétent :

1°) Un cycle hebdomadaire de travail compris entre 35 heures et 38 heures et trente minutes, sur cinq jours travaillés de durée fixe.

L'horaire collectif de chaque unité fonctionnelle est déterminé entre ces deux bornes horaires.

Ce cycle de travail dégage, selon les cas, de zéro à 13 jours de RTT conformément au tableau ci-après.

Horaire hebdomadaire	Nombre de jours de congés légaux ou spécifiques	Nombre de jours RTT	Total
35h00	25	0	25
36h15	32	0,5	32,5
36h30	32	2	34
36h45	32	3,5	35,5
37h00	32	5	37
37h15	32	6,5	38,5
37h30	32	8	40
37h45	32	9,5	41,5
38h00	32	11	43
38h15	32	12	44
38h30	32	13	45

Les jours de congés spécifiques sont utilisés selon les règles applicables aux congés légaux. Ils sont notamment pris en compte pour le bénéfice des jours de fractionnement.

Les jours de RTT sont utilisés selon des conditions fixées localement, en fonction des nécessités du service et dans le respect des règles suivantes après consultation des CTP compétents :

- ils peuvent être pris isolément, en journée ou demi-journée, ou de manière groupée ;
- ils peuvent être accolés à des jours de congés légaux dès lors que l'absence du service n'excède pas 31 jours consécutifs, conformément à l'article 4 du décret n° 84-972 du 26 octobre 1984 ;
- l'agent doit faire connaître au moins huit jours auparavant son intention de prendre un ou des jours de RTT ;
- les jours de RTT ne sont pas reportables d'une année sur l'autre, sauf dispositions relatives au compte épargne temps.

A titre exceptionnel et sous réserve des nécessités du service, un chef de service pourra conclure, à la demande d'un agent et à l'issue d'un entretien avec celui-ci, un accord d'aménagement de ses horaires dans le cadre du présent cycle, lui permettant de bénéficier, pour une période convenue avec lui, d'un horaire hebdomadaire différent de l'horaire collectif défini au niveau de l'unité fonctionnelle, en aménageant en conséquence et à due concurrence ses droits à jours de RTT ;

2°) Un cycle hebdomadaire de 36 heures 15 comportant 4,5 jours travaillés de durée fixe.

Dans ce cycle, les agents bénéficient d'une demi-journée libérée par semaine ;

3°) Un cycle sur trois semaines de 36 heures 15 en moyenne.

Le temps de travail sera organisé en deux semaines travaillées de 5 jours de durée fixe et d'une semaine de 4 jours travaillés de durée fixe.

Dans ce cycle, les agents disposent d'une journée libérée toutes les 3 semaines.

Fiche n° 4 : Dispositions applicables à certains personnels d'encadrement ou de conception

Le décret du 25 août 2000 prévoit que les cadres bénéficient de la réduction du temps de travail. Celui-ci est donc désormais fixé, comme pour les autres agents, à 1600 heures par an.

Toutefois, les rythmes de travail de certains personnels d'encadrement ou de conception permettent difficilement de déterminer le temps de travail sur une base quotidienne, en raison de la très large autonomie dont ils disposent ou de leurs fréquents déplacements. L'article 10 du décret précité prévoit, pour eux, la possibilité de déroger au mode de calcul du temps de travail retenu pour les autres catégories de personnels et de le fixer en nombre de jours travaillés. Ce décompte spécifique induit certaines modalités particulières.

Champ d'application

Les dispositions particulières ci-après s'appliquent aux personnels de catégorie A ou assimilés suivants :

- a) en administration centrale, aux :
 - membres de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles et des inspections spécialisées ;
 - directeurs, délégués, directeurs-adjoints, délégués-adjoints, adjoints au directeur, chefs de service, sous-directeurs, adjoints au chef de service ou au sous-directeur, chefs de mission, chefs de département, adjoints au chef de département, chefs de bureau.
- b) dans les services déconcentrés, aux :
 - directeurs régionaux des affaires culturelles, adjoints aux directeurs régionaux, secrétaires généraux, chefs de service régional des monuments historiques, de l'archéologie, de l'inventaire, conseillers sectoriels ;
 - chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine, adjoints au chef de service.

c) dans les services à compétence nationale et les établissements publics à caractère administratif :

Après consultation des CTP compétents, un arrêté ministériel, soumis à l'avis du CTPM, arrêtera, pour chaque service ou établissement concerné, la liste des fonctions relevant de l'article 10.

Dispositions portant sur la durée du travail

Ces personnels bénéficient d'une attribution forfaitaire de 13 jours RTT, pris dans le respect des conditions et des règles énoncées dans la fiche n° 3.

Fiche n°5 : Personnels non enseignants des établissements d'enseignement

Les contraintes de fonctionnement des établissements d'enseignement, liées au rythme de l'année universitaire, justifient une adaptation de l'organisation du travail.

Pour les personnels non enseignants en fonction dans ces établissements, la durée du travail est organisée, dans le respect de la référence annuelle aux 1600 heures de travail effectif, sur les bases suivantes :

- 11 semaines de congés, dans la situation la plus courante ;
- des semaines travaillées de 38 heures 30, incluant une pause quotidienne telle que définie dans la fiche n° 2 (point II) et une possibilité de recours au système de la journée continue afin de permettre l'ouverture des services aux étudiants et enseignants pendant la pause méridienne.

Les modalités d'organisation du temps de travail propres à chaque établissement et les adaptations éventuellement nécessaires aux modalités énoncées ci-dessus seront définies après consultation du CTP compétent. Le CTP ministériel en sera tenu informé.

Un groupe de travail, comportant des représentants de l'administration centrale, des responsables d'établissement et des organisations syndicales représentatives, sera réuni pour examiner la cohérence des dispositifs retenus.

Fiche n° 6 : Dispositions applicables aux emplois postés

Les dispositions qui suivent s'appliquent :

- aux agents de la filière de l'accueil, de la surveillance et du magasinage en fonction sur emplois postés ainsi qu'aux autres personnels assurant, sur emplois postés, des fonctions identiques ou des fonctions de caissier/vendeur, dès lors qu'ils sont assujettis à l'obligation régulière de travail dominical ;
- aux autres personnels en fonction sur emplois postés et travaillant en horaires décalés ou alternés.

Elles ne s'appliquent pas aux personnels postés exerçant des fonctions de sécurité incendie pour lesquels il sera dérogé aux garanties minimales relatives à la durée du travail par décret en conseil d'Etat, conformément à l'article 3 du décret du 25 août 2000.

I - Dispositions particulières à certaines catégories de personnels

La pénibilité particulière du travail posté est compensée par un forfait de 11 heures non cumulable avec toute autre disposition prévue aux fiches 6 et 7.

1) - agents de jour soumis à une obligation de travail dominical régulier

La durée annuelle du travail est fixée à 1600 heures, sous réserve de la prise en compte des obligations

particulières mentionnées ci-dessous et des compensations qui y sont associées :

- pour les agents de jour soumis à une obligation de travail dominical régulier, le nombre de référence de dimanches travaillés est réduit à 18 par an ;
- toutefois, ce nombre pourra être porté de 19 à 22 en fonction des nécessités de service et après consultation des CTP compétents ;
- chaque dimanche travaillé ou considéré comme tel au regard des droits à congés, les dimanches de congés annuels eux-mêmes étant exclus, est majoré forfaitairement de 3 heures et 30 minutes. Cette majoration sera portée à quatre heures à compter du 1^{er} juillet 2002. Les jours de compensation accordés doivent être prévus dans les plannings de travail ;
- l'indemnité pour travail dominical permanent, son complément ainsi que la majoration de celui-ci seront remplacés par un dispositif amélioré, après concertation avec les organisations syndicales.

2) - agents travaillant de nuit

La durée annuelle de référence du travail de nuit est fixée à 1596 heures. Ainsi, pour une durée de travail de référence d'une nuit fixée à 15 heures et 30 minutes, le nombre annuel de référence de nuits travaillées est fixé à 103. Toutefois, la prise en compte des sujétions et de la pénibilité particulière du travail de nuit régulier justifie l'attribution de compensations en termes d'obligations de service.

Cette compensation est égale au dixième de la durée annuelle de référence ; compte-tenu de cette disposition, le nombre de nuits effectivement travaillées, sur la base de 15 heures 30 est réduit à 93.

Lorsque des conditions particulières de pénibilité d'exercice du travail de nuit le rendent nécessaire, des compensations spécifiques peuvent en outre être accordées par les chefs d'établissement ou de service, après avis des CTP compétents.

Pour ce qui concerne le travail de nuit dans les fonctions de surveillance et de sécurité, la dérogation permettant de travailler 15 heures 30 minutes par nuit sera instituée par décret en conseil d'Etat, conformément à l'article 3 du décret du 25 août 2000.

3) - agents postés en horaires décalés ou alternés

Les agents postés soumis à des horaires décalés ou alternés (travail en équipes avec prise de service avant 8 heures ou fin de service après 19 heures) et n'effectuant pas de travail dominical pourront bénéficier d'un aménagement spécifique du temps de travail. Le nombre d'heures de compensation attribué à ce titre ne pourra être supérieur à 15 heures.

II - Organisation du travail

Le travail des agents sur emplois postés est organisé en cycles de travail et plannings, en fonction des nécessités de service, après consultation des CTP compétents. Pour les agents de jour soumis à une obligation de travail dominical régulier, la référence hebdomadaire est calculée, en règle générale, sur une moyenne de deux semaines. Les cycles de travail des agents de jour sont organisés dans les limites suivantes :

- 30 heures hebdomadaires minimales ;
- 42 heures maximales au cours d'une même semaine ;
- 8 heures 30 de durée quotidienne maximale ; toutefois, à titre exceptionnel, la durée quotidienne maximale peut être portée à 9 heures 30.

Pour les agents travaillant de nuit, les cycles de travail sont organisés en fonction des besoins des services, après consultation du CTP compétent et dans le respect des dispositions instituées par le décret en conseil d'Etat mentionné au 2) ci-dessus.

III - Organisation spécifique aux établissements accueillant du public et soumis à des évolutions saisonnières de fréquentation

Afin de répondre aux évolutions saisonnières de la fréquentation dans certains établissements accueillant du public, le travail peut y être organisé en deux durées hebdomadaires différentes, ne pouvant faire l'objet de plus d'une alternance par an, selon les périodes de forte ou de faible affluence du public, sous les conditions suivantes :

- la durée hebdomadaire de référence ne peut être inférieure à 33 heures, ni supérieure à 38 heures 30 ;
- le calendrier de cette organisation du travail est établi annuellement, sur la base de l'année civile, après consultation des CTP compétents avant le premier octobre de l'année précédant sa mise en œuvre. Pour l'année 2002, le calendrier est soumis au CTP en même temps que les dispositions générales de mise en œuvre de l'ARTT.

Toute heure travaillée en sus de la durée hebdomadaire de référence est une heure supplémentaire, compensée ou rémunérée à ce titre.

Fiche n° 7 : Personnels soumis à des conditions particulières

I - Dispositions spécifiques aux personnels des bibliothèques

Compte tenu des sujétions spécifiques au travail en soirée et au travail dominical dans les bibliothèques, un aménagement du temps de travail, prenant la forme de jours de repos compensateurs, pourra être mis en

place en faveur des personnels des bibliothèques, après consultation du CTP compétent. Le nombre des heures de compensation attribuées à ce titre ne pourra être supérieur à 50 heures par an.

II - Dispositions spécifiques aux personnels des centres des archives nationales

Compte tenu de la pénibilité particulière du travail dans les centres d'archives nationales, un aménagement du temps de travail, prenant la forme de repos compensateurs, pourra être mis en place en faveur des personnels concernés, après consultation du CTP compétent. Le nombre des heures de compensation attribuées à ce titre ne pourra être supérieur à 53 heures par an.

Une compensation supplémentaire de 21 heures maximum par an pourra être accordée aux personnels dont les tâches supposent en permanence à la fois un contact avec le public et une manutention de charges lourdes.

III - Personnels travaillant en sous-sol ou en local clos

Les personnels de jour travaillant de manière permanente en sous-sol ou en local clos sans lumière naturelle pourront bénéficier d'un aménagement spécifique du temps de travail, prenant la forme de jours de repos compensateur, fixé par arrêté ministériel après consultation du CTP compétent. Le nombre des heures de compensation attribuées à ce titre ne pourra être supérieur à 15 heures par an. Cette compensation pourra être cumulée avec celles décrites au I-1) à 3) de la fiche n° 6 ou au 1°) et 2°) de la présente fiche, dans la limite, toutes compensations confondues, du nombre maximum d'heures de compensation accordées au titre du travail dominical.

IV - Personnels soumis à des risques particuliers

Pour les personnels amenés, de manière permanente, à travailler sur des machines dangereuses ou à manipuler des produits toxiques, la politique de prévention des risques professionnels doit également prendre en compte les éléments relatifs à l'organisation de leur temps de travail et de repos.

L'arrêté interministériel du 13 janvier 1972 relatif aux indemnités pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants susceptibles d'être accordées à certains personnels du ministère de la culture et liste des travaux y ouvrant droit fera l'objet, en concertation avec les organisations syndicales représentatives, d'une révision et d'une actualisation.

Les situations de travail présentant un risque ou une pénibilité particulière continueront à être analysées et

à faire l'objet d'aménagements de l'organisation du travail afin de garantir la santé et la sécurité des agents. A ce titre, l'avis des comités d'hygiène et de sécurité compétents devra être sollicité.

Fiche n° 8 : Modalités de prise en compte des temps de déplacement

Certains agents ne relevant pas de l'article 10 du décret du 25 août 2000 relatif au dispositif spécifique à certains personnels de conception ou d'encadrement sont appelés à se rendre, pour leur activité, dans d'autres lieux que leur lieu de travail habituel.

Afin de prendre en compte ces contraintes, les principes suivants sont retenus :

- le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail habituel n'est pas du temps de travail effectif ;
- le temps de déplacement professionnel entre le lieu habituel de travail et un autre lieu de travail désigné par l'employeur constitue du temps de travail, dans le cadre des horaires habituels de travail ;
- les temps de déplacement entre le lieu de travail habituel ou le domicile et un lieu de travail ne correspondant pas au lieu de travail habituel, accomplis en dehors des heures normales et à la demande de l'administration, sont compensés par récupération horaire, déduction faite du temps moyen de déplacement du domicile au lieu de travail habituel.

Fiche n° 9 : L'indemnisation des heures supplémentaires

Il sera procédé, au niveau interministériel, à la refonte du régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

- 1) Toute heure travaillée, à la demande de la hiérarchie, au-delà de la durée définie dans un cycle de travail, sera considérée comme une heure supplémentaire. Elle sera compensée par une rémunération complémentaire ou par un repos spécifique dans le respect des règles précisées ci-dessous.
- 2) Le taux de compensation en temps des heures supplémentaires est fixé à 1 heure et quinze minutes de repos pour une heure travaillée un jour ouvré.
- 3) Sauf cas exceptionnel, le repos compensateur mentionné ci-dessus doit être pris dans le trimestre suivant la date à laquelle les heures supplémentaires ont été effectuées.
- 4) La mise en œuvre du présent régime d'indemnisation appellera, à chaque fois que cela paraîtra nécessaire, l'instauration d'instruments de contrôle automatisés du temps de travail.

Fiche n° 10 : Astreintes

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée de cette intervention et le temps de déplacement nécessaire pour la réaliser sont considérés comme un temps de travail effectif.

Une astreinte peut être mise en place après consultation du CTP compétent pour les besoins du service pour effectuer toutes opérations permettant d'assurer :

- la protection des biens mobiliers et immobiliers, des sites et des personnes ;
- la continuité du fonctionnement et de la maintenance des services techniques et informatiques ;
- la continuité des services en vue d'interventions d'urgence.

1°) Compensation de l'astreinte

Les agents appelés, pour répondre aux besoins des services, à être d'astreinte bénéficient, à ce titre, de repos compensateur sur la base :

- d'une heure par jour de semaine ;
- d'une heure par nuit du lundi au vendredi ;
- d'une heure trente minutes par nuit du samedi ou du dimanche ;
- d'une heure par demi-journée pour le samedi, dimanche ou jour férié ;

Ces repos compensateurs doivent être pris dans un délai de deux mois après le fait générateur.

Les agents logés par nécessité absolue de service (NAS) ou par utilité de service (US) ne bénéficient pas de repos compensateurs pour leur sujétion à un régime d'astreinte.

2°) Compensation du temps d'intervention

Les temps d'intervention durant l'astreinte sont compensés financièrement selon des modalités qui seront déterminées par décret.

Cette disposition ne s'applique pas aux agents logés par NAS dès lors que leur intervention est comprise dans leurs obligations régulières.

Fiche n° 11 : Modalités spécifiques aux personnels rémunérés sur crédits

L'arrêté du 30 décembre 1975 sera abrogé ; de nouveaux taux de rémunération des agents non titulaires

rémunérés sur crédits entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2002.

1) Les agents non titulaires rémunérés sur crédits exerçant des fonctions à temps complet bénéficieront des mêmes conditions d'ARTT que les personnels des corps de titulaires correspondants. Leur rémunération ne sera pas diminuée de ce fait.

2) Les agents non titulaires rémunérés sur crédits exerçant des fonctions à temps incomplet, y compris les agents recrutés pour répondre à un besoin occasionnel ou saisonnier, verront leur rémunération évoluer en fonction des dispositions qui seront fixées par l'arrêté appelé à se substituer à l'arrêté de 1975 afin de prendre en compte la mise en œuvre de l'ARTT.

3) Les agents non titulaires rémunérés sur crédits et exerçant des fonctions répondant à un besoin occasionnel ou saisonnier à temps complet se verront appliquer le régime du temps de travail des agents titulaires ou contractuels sur emplois ou postes budgétaires exerçant des fonctions identiques, selon les taux qui seront fixés par l'arrêté appelé à se substituer à l'arrêté de 1975.

ANNEXE 2

Le fonctionnement des services

L'aménagement et la réduction du temps de travail doivent s'accompagner de mesures destinées à améliorer l'efficacité de l'organisation du service, tant en ce qui concerne la présence des agents que les horaires d'ouverture.

Chaque direction ou service administratif veillera à ce que le taux de présence des agents permette, dans les meilleures conditions, l'exécution du service public.

Les horaires d'ouverture des services administratifs seront fixés en fonction des nécessités, dans le respect d'une amplitude minimale quotidienne de service de 8 heures, du lundi au vendredi, et d'une fermeture méridienne, si elle existe, ne pouvant excéder 1 heure 30.

Dans ce cadre, les horaires de réception du public devront être aussi étendus que possible ; en tout état de cause, ils ne devront pas être inférieurs à quatre heures par jour, sauf impossibilité manifeste, du lundi au vendredi. La détermination de ces horaires ainsi que les modalités d'accueil du public seront arrêtées localement.

L'application de l'ARTT ne doit pas, sauf cas exceptionnel, se traduire par une réduction des horaires d'ouverture des établissements dont l'accueil du public constitue une des principales missions.

Dans un souci d'équité entre tous les agents et pour permettre de compenser ou de rémunérer les heures supplémentaires effectuées, des instruments de contrôle, notamment automatisés, du temps de travail pourront être mis en place chaque fois que cela apparaîtra nécessaire. Pour les personnels qui exercent majoritairement leur activité hors des locaux de leur service de rattachement, un décompte déclaratif contrôlable pourra être mis en place.

Note n° 2001/024 du 29 novembre 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire.

Le directeur de l'administration général
à l'attention de

Mesdames et messieurs les directeurs et délégués d'administration centrale

Mesdames et messieurs les présidents et directeurs des établissements publics administratifs

Mesdames et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de département (services départementaux de l'architecture et du patrimoine)

Prenant la suite de la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire, la loi du 3 janvier 2001 citée en référence, dite «Sapin», prévoit un nouveau dispositif de résorption de l'emploi précaire.

En application de cette loi, pourront désormais être organisés des concours et des examens professionnels réservés aux agents non titulaires régis par le droit public et remplissant les conditions cumulatives énumérées et commentées ci-dessous.

Les agents des établissements publics industriels et commerciaux et des associations, même recrutés à titre précaire, sont exclus du présent dispositif, de même que les agents recrutés sur des contrats aidés (emplois jeunes, contrats emploi solidarité, contrats emploi consolidés, contrats initiative emploi, etc.), car ils ne relèvent pas du droit public.

Les agents concernés sont des agents non titulaires bénéficiant d'un contrat à durée déterminée, ce qui exclut, conformément à l'esprit de la loi, les agents bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée en application des articles 6 et 82 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires applicables à la fonction publique de l'Etat (titre II du statut général des fonctionnaires) ou, dans certains établissements publics, en application du deuxième alinéa de l'article 3 de la même loi.

Il convient de souligner le fait que des agents qui ne sont plus en activité peuvent remplir toutes les conditions fixées par la loi.

En revanche, sont exclus les agents dont la situation professionnelle s'est stabilisée après le 10 septembre 1999, même s'ils remplissent par ailleurs toutes les conditions posées par la loi du 3 janvier 2001 citée en référence, et ce, quelle que soit la modalité selon laquelle cette stabilisation s'est effectuée. Plus précisément, sont exclus du dispositif les agents bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée et les agents ayant intégré un corps de fonctionnaires, suite à une titularisation ou suite à la réussite à un concours (qu'il soit réservé ou de droit commun). Les prendre en compte serait en effet contraire à l'esprit de la loi du 3 janvier 2001, ainsi que le ministère chargé de la fonction publique l'a indiqué.

Si les concours réservés peuvent concerner tous les corps du ministère, à l'exception de ceux situés dans la catégorie A dite supérieure (c'est-à-dire ceux dont l'indice brut terminal est supérieur à 966), les examens professionnels sont quant à eux exclusivement réservés, le cas échéant, par la loi aux corps de la catégorie C.

Cette circulaire a pour objet principal de donner des éléments d'interprétation de la loi du 3 janvier 2001, dite loi «Sapin».

I - Les conditions à remplir par les candidats

Elles sont les suivantes :

1° - Justifier avoir eu, pendant au moins deux mois entre le 10 juillet 1999 et le 9 juillet 2000, la qualité d'agent non titulaire de droit public de l'Etat, recruté(e) à titre temporaire et exerçant des fonctions dévolues aux agents titulaires.

Il s'agit de la première condition à vérifier pour déterminer si un agent est éligible ou non. Pendant cette période, les agents doivent avoir été soit en fonctions, soit en congé en vertu du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat (congé pour formation [syndicale, formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse, formation professionnelle], pour raison de santé, pour raison personnelle ou familiale, etc.). Pour cette première condition relative à la durée minimale de deux mois pendant laquelle les candidats devront justifier de la qualité d'agent non titulaire de droit public, les services effectués à temps partiel ou à temps incomplet entrent également en ligne de compte.

2° - Justifier d'une durée de services publics effectifs au moins égale à trois ans d'équivalent temps plein (ETP) sur les huit dernières années.

Cette durée s'apprécie au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, et comprend les services réellement accomplis pour le compte d'une administration civile en position d'activité. Il est à noter que les services accomplis dans des établissements publics industriels et commerciaux et les services militaires ne sont pas comptabilisés dans ces services publics effectifs. Les services accomplis dans une autre administration de l'Etat, et même dans des services relevant d'une autre fonction publique (territoriale ou hospitalière), peuvent toutefois être pris en compte pour déterminer si l'ancienneté d'un agent est suffisante pour lui permettre de se présenter à un concours ou un examen professionnel réservé.

Il est cependant nécessaire, pour que l'agent puisse se présenter à un concours ou un examen professionnel réservé organisé par le ministère, que son dernier employeur soit le ministère de la culture et de la communication ou un de ses établissements publics administratifs.

Cela dit, les personnels non titulaires des bibliothèques relevant du ministère de la culture et de la communication pourront se présenter aux concours réservés d'accès aux corps des bibliothèques concernés par le plan, bien que ces concours soient organisés par le ministère de l'éducation nationale, qui a en charge la gestion statutaire de ces corps. De même, les agents non titulaires exerçant des fonctions dévolues aux chargés d'études documentaires, chefs de travaux d'art et techniciens d'art dans des services relevant du ministère de l'éducation nationale pourront se présenter aux concours réservés d'accès à ces corps, bien que ces concours soient organisés par le ministère de la culture et de la communication.

3° - Posséder, au plus tard à la date de nomination dans le corps, le(s) titres ou diplôme(s) requis des candidats aux concours externes d'accès au corps concerné ou une expérience professionnelle admise en équivalence.

Les règles générales concernant la reconnaissance de l'expérience professionnelle ont été fixées par le décret n° 2001-834 du 12 septembre 2001, qui précise la durée de l'expérience professionnelle requise pour être admise en équivalence de titres ou diplômes demandés aux candidats aux concours externes d'accès aux corps, selon le niveau des titres et diplômes en question.

C'est une commission ministérielle (en cours de création pour notre ministère) qui appréciera pour chaque concours concerné l'expérience professionnelle des candidats dépourvus des titres ou diplômes requis et se prononcera sur son équivalence avec ces

derniers. Les décisions favorables de cette commission sont valables une fois pour toutes pour un même concours ou examen professionnel et un même candidat, sous réserve de modifications de la nature des emplois du corps d'accueil susceptibles d'influer sur la décision de la commission.

Il est également à noter que les agents ne peuvent se présenter qu'aux concours réservés donnant accès aux corps dont le niveau des missions est au plus égal à celui des fonctions exercées en qualité d'agent non titulaire pendant au moins trois ans d'équivalent temps plein sur les huit dernières années.

Ainsi, un agent non titulaire ayant exercé des missions du niveau de la catégorie B pendant un an, puis du niveau de la catégorie A pendant deux ans (toujours en ETP) ne pourra se présenter qu'à des concours réservés d'accès à des corps de catégorie B, car la durée de ses services dans des fonctions équivalentes à la catégorie A est inférieure à trois ans. On considère en revanche que des fonctions de catégorie A, étant d'un niveau supérieur à la catégorie B, peuvent a fortiori être comptabilisées comme équivalentes à cette dernière. La notion de maximum implique par ailleurs que ce même agent pourra tout à fait se présenter à des concours réservés du niveau de la catégorie C.

En outre, il convient de souligner que c'est le niveau des missions qui est déterminant, et non leur nature. Un agent ayant effectué pendant au moins trois ans d'équivalent temps plein des fonctions d'attaché en qualité d'agent non titulaire pourra donc se présenter à des concours réservés dans une autre filière que la filière administrative, et tenter par exemple d'accéder par cette voie à un corps de recherche ou de documentation.

Il est essentiel de préciser que chaque candidat ne pourra se présenter, au titre de la même année, qu'à un seul concours réservé par catégorie. Ainsi, l'agent ayant effectué pendant au moins trois ans d'équivalent temps plein des missions d'attaché en qualité d'agent non titulaire, dont il vient d'être question, ne pourra se présenter, pour une année donnée, qu'à un concours réservé d'accès à un corps de catégorie C, un concours réservé d'accès à un corps de catégorie B et un concours réservé d'accès à un corps de catégorie A.

II - Le classement dans le corps d'accueil

En ce qui concerne le classement des agents dans leur corps d'accueil, il convient de relever que la loi ne prévoit pas d'indemnité compensatrice. Les règles applicables sont celles définies dans le statut particulier du corps d'accueil, qui prévoit systématiquement un

classement dans le premier grade du corps en question. Un calcul effectué selon ces règles permet de déterminer l'ancienneté acquise en qualité d'agent non titulaire qui sera prise en compte lors du classement dans le corps d'accueil.

A - Services civils

Sont pris en compte les services civils effectifs accomplis auprès des administrations ou établissements publics à caractère administratif de l'Etat ou des collectivités territoriales, ainsi que les services relevant de la fonction publique hospitalière. Ces services peuvent avoir été accomplis à temps plein ou à temps partiel.

L'appréciation de ces services doit être effectuée sur l'ensemble de la carrière de l'agent : les catégories de services qui peuvent être retenues doivent être appréciées successivement au regard des dispositions réglementaires applicables aux agents non titulaires.

Pour les agents recrutés sur un emploi budgétaire, les services accomplis à temps partiel sont décomptés comme des services à temps plein sous réserve des conditions suivantes :

- les services doivent avoir été effectués en application de la réglementation relative au temps partiel, ce qui exclut les services à temps incomplet ;
- les agents concernés sont des agents qui peuvent se prévaloir des dispositions du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 ;
- le statut particulier du corps auquel les agents accèdent ne doit pas contenir de dispositions plus restrictives.

Pour les agents recrutés sur la base d'un taux horaire de rémunération et pour les services à temps incomplet effectués par des agents non titulaires sur emplois budgétaires, les services accomplis devront en revanche être décomptés en équivalent temps plein pour pouvoir être repris en carrière dans le corps d'accueil.

1° Les services effectués en qualité d'agent non titulaire en vue de fixer l'échelon de classement dans un corps d'accueil de la catégorie A sont décomptés comme suit, sous réserve des dispositions du statut particulier :

- les services accomplis dans un emploi du niveau de la catégorie A sont retenus à raison de la moitié de leur durée jusqu'à douze ans et des trois quarts au-delà de douze ans ;
- les services accomplis dans un emploi du niveau de la catégorie B ne sont pas retenus en ce qui concerne les sept premières années ; ils sont pris en compte à

raison de six seizièmes pour la fraction comprise entre sept et seize ans et à raison de neuf seizièmes pour l'ancienneté acquise au-delà de seize ans ;

- les services accomplis dans un emploi du niveau des catégories C et D ne sont pas retenus en ce qui concerne les dix premières années. Au-delà de dix ans, ils sont retenus à raison des six seizièmes.

Il est important de noter que les agents non titulaires qui ont occupé antérieurement des emplois d'un niveau inférieur à celui qu'ils occupent au moment de leur nomination peuvent demander que la totalité de leur ancienneté de service soit prise en compte dans les conditions fixées ci-dessus pour les emplois de niveau inférieur.

A titre d'illustration, l'agent non titulaire qui a accompli dix-huit ans dans un emploi du niveau de la catégorie B et six ans dans un emploi du niveau de la catégorie A a le choix entre les deux classements suivants dans un corps d'accueil de catégorie A :

- soit l'application des règles de prise en compte des services effectués comme s'ils l'avaient été en totalité en catégorie B (soit vingt-quatre ans), ce qui conduit à une ancienneté de sept ans, dix mois et quinze jours à reprendre dans le corps d'accueil,
- soit l'application des règles de classement des services effectués en catégorie B pour dix-huit ans et celles des services effectués en catégorie A pour six ans, ce qui conduit à une ancienneté de sept ans et six mois à reprendre dans le corps d'accueil.

Dans cet exemple, l'agent concerné a donc intérêt à choisir la première solution, c'est-à-dire demander à être classé comme s'il avait accompli la totalité de ses services dans un emploi du niveau de la catégorie B.

2° Les services effectués en qualité d'agent non titulaire en vue de fixer l'échelon de classement dans un corps d'accueil de la catégorie B sont décomptés comme suit, sous réserve des dispositions du statut particulier :

- les services accomplis dans un emploi du niveau des catégories A ou B sont retenus à raison des trois quarts de leur durée ;
- les services accomplis dans un emploi du niveau des catégories C ou D sont retenus à raison de la moitié de leur durée.

3° Les services effectués en qualité d'agent non titulaire en vue de fixer l'échelon de classement dans un corps d'accueil de la catégorie C sont décomptés comme suit, sous réserve des dispositions du statut particulier :

- les services accomplis, quels qu'ils soient, sont retenus à raison des trois quarts de leur durée.

Les dispositions qui précèdent ne peuvent avoir pour conséquence de placer les intéressés dans une position plus favorable que celle qui résulterait d'un classement à un échelon comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui perçu dans l'ancien emploi avec conservation de l'ancienneté d'«échelon» dans les limites fixées par le statut particulier du corps concerné, quelle que soit la catégorie à laquelle il appartient.

B - Service national et services militaires

Les agents titularisés bénéficieront des dispositions de l'article L. 63 du code du service national.

Cet article prévoit que «le temps de service national actif accompli dans l'une des formes du titre III relatif aux dispositions particulières aux différentes formes du service national du code national est compté, dans la fonction publique, pour sa durée effective dans le calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement et pour la retraite. Le temps obligatoirement passé dans le service militaire ou le service de défense, en sus du service national actif, est pris en compte intégralement pour l'avancement et pour la retraite».

Afin de mieux cerner la population susceptible de bénéficier de ces dispositions, chaque direction et établissement sera prochainement destinataire d'une enquête relative aux agents non titulaires. Il est important de porter la plus grande attention à la réalisation de cette enquête et à la qualité des données qu'elle permettra de recueillir. Ces données permettront en effet d'adapter au vivier des personnels susceptibles de bénéficier de ce plan de résorption de l'emploi précaire le nombre de postes budgétaires à créer dans chaque corps concerné lors des prochaines lois de finances.

Je tiens à souligner que les organisations syndicales, compte tenu des termes de la loi du 3 janvier 2001, ne manqueront pas d'être particulièrement attentives au déroulement de ce plan de résorption de l'emploi précaire, et j'invite chaque président et directeur à prendre toutes les mesures qu'il jugera utiles à l'information et au recensement des agents susceptibles d'en bénéficier.

Le service du personnel et des affaires sociales se tient à la disposition des directions et établissements pour toute précision complémentaire.

Le directeur de l'administration général,
Bruno Suzzarelli

Note n° 2001/027 du 27 décembre 2001 relative à la rémunération des agents non titulaires rémunérés sur crédits.

Le directeur de l'administration générale
à l'attention de

Mesdames et messieurs les directeurs et délégués,
Mesdames et messieurs les présidents et directeurs
des établissements publics administratifs
Mesdames et messieurs les préfets de région
(directions régionales des affaires culturelles)
Mesdames et messieurs les préfets de départements
(services départementaux de l'architecture et du patrimoine)

Référence : circulaire n° 240107 du 27 novembre 2001 relative à l'application aux personnels du ministère de la culture et de la communication du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat

La circulaire citée en référence a prévu des dispositions relatives au personnel rémunéré sur crédits :

«1) Les agents non titulaires rémunérés sur crédits exerçant des fonctions à temps complet bénéficieront des mêmes conditions d'ARTT que les personnels des corps de titulaires correspondants. Leur rémunération ne sera pas diminuée de ce fait.

«2) Les agents non titulaires rémunérés sur crédits exerçant des fonctions à temps incomplet, y compris les agents recrutés pour répondre à un besoin occasionnel ou saisonnier, verront leur rémunération évoluer en fonction des dispositions qui seront fixées par l'arrêté appelé à se substituer à l'arrêté de 1975 afin de prendre en compte la mise en œuvre de l'ARTT.

«3) Les agents non titulaires rémunérés sur crédits et exerçant des fonctions répondant à un besoin occasionnel ou saisonnier à temps complet se verront appliquer le régime du temps de travail des agents titulaires ou contractuels sur emplois ou postes budgétaires exerçant des fonctions identiques, selon les taux qui seront fixés par l'arrêté appelé à se substituer à l'arrêté de 1975.»

La publication d'un nouvel arrêté qui fixe de nouvelles modalités de rémunérations des agents recrutés sur crédits ne pourra intervenir avant le 1^{er} janvier prochain.

Aussi, afin que la rémunération des agents recrutés sans emploi budgétaire puisse être modifiée dès le début de l'année 2002, je vous propose d'appliquer les mesures suivantes :

I) Les modalités applicables aux agents rémunérés sur une base horaire

Pour appliquer l'incidence des dispositions sur l'aménagement et la réduction du temps de travail aux agents rémunérés sur crédits, il est plus simple de les distinguer selon les différents modes de rémunération en vigueur actuellement au ministère chargé de la culture et dans les établissements publics qui en dépendent.

Les taux horaires de rémunérations sont soit calculés en application de l'arrêté du 30 décembre 1975, soit, pour les agents qui effectuent les fonctions dévolues aux corps de la filière accueil, surveillance et magasinage, en fonction de la rémunération versée aux fonctionnaires au 1^{er} ou 2^e échelon du grade d'agent technique d'accueil, de surveillance et de magasinage de 2^{ème} classe, soit au SMIC.

La situation des agents rémunérés sur une autre base sera abordée au II de la présente instruction dans la mesure où l'évolution de cette rémunération ne relève pas du ministère chargé de la culture.

Mais au préalable, il est nécessaire de rappeler la nouvelle référence du temps de travail des agents rémunérés sur crédits.

I-a) La référence du temps de travail des agents rémunérés sur une base horaire

Les agents rémunérés sur crédits sont employés selon un nombre d'heures mensuel, dont la référence maximale est, jusqu'au 31 décembre 2001, 169 heures (congrés compris). Cette base de référence est réduite, à partir du 1^{er} janvier 2002, de 4/39 (ou 10,25641 %), soit 151 heures 40 minutes, arrondie à 152 heures.

Cet horaire maximal, qui peut être appliqué aux agents non titulaires rémunérés sur une base horaire, est également obtenu en prenant pour base hebdomadaire 35 heures (35 heures x 52 semaines : 12 mois = 151,66).

Les agents rémunérés à temps plein (152 heures), qui effectuent un horaire hebdomadaire supérieur à 35 heures, se voient appliquer le dispositif retenu d'aménagement et de réduction du temps de travail dans leur service d'affectation pour les agents titulaires dont ils exercent les fonctions.

Le régime de congés des agents engagés pour une durée inférieure à 152 heures est celui des agents du ministère de la culture et de la communication.

I-b) Les modalités d'évolution de la rémunération des agents rémunérés sur crédits

Aucun agent rémunéré sur crédits ne doit voir sa rémunération diminuer. Afin de tenir compte de

l'évolution de la durée de référence du temps de travail, il convient donc d'augmenter à due concurrence les taux horaires servant à la rémunération des agents rémunérés sur crédits.

La situation des agents rémunérés en application des dispositions de l'arrêté du 30 décembre 1975 est traitée différemment de celle des agents qui effectuent des fonctions d'agent d'accueil de surveillance et de magasinage.

I-b-1) Les rémunérations fixées en application de l'arrêté du 30 décembre 1975

Les dispositions de l'arrêté du 30 décembre 1975 telles qu'elles sont actuellement fixées ne peuvent être

appliquées sans modification des dix millièmes afin de tenir compte de l'incidence du décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat.

Le pourcentage d'augmentation des dix millièmes servant au calcul des rémunérations horaires est l'inverse de celui qui a servi à la diminution du temps de travail, soit $[(169-151,66)/151,66] \times 100 = 11,43346 \%$.

Seuls les trois taux utilisés actuellement doivent être modifiés. Les taux horaires applicables sont donc les suivants (sur la base d'une valeur du point d'indice à 339,9 F à la date du 1^{er} novembre 2001)

Nature des travaux	Actuels		Nouveaux	
	coefficient	Taux horaire	coefficient	Taux horaire
Travaux d'analyse de documents	4,87	52,00	5,42	8,82 • (57,87 F)
Travaux de programmation	5,33	56,91	5,93	9,65 • (63,32 F)
Chargés d'étude	6,64	70,90	7,39	12,03 • (78,91 F)

Je vous demande d'appliquer, dès le 1^{er} janvier 2002, ces nouveaux taux horaires sans attendre la publication d'un arrêté modificatif.

Pour ce faire, vous ne viserez plus l'arrêté du 30 décembre 1975 dans les contrats que vous établirez.

Les agents, qui étaient rémunérés sur la base de l'arrêté du 30 décembre 1975, continueront donc à être engagés pour un même nombre d'heures, dans la limite de 152 heures maximum, selon les taux horaires fixés ci-dessus.

L'engagement de ceux qui, par exception, effectuaient un nombre d'heures compris entre 152 et 169 heures, sera ramené à 152 heures, et ces agents suivront le cycle de travail du service dans lequel ils sont affectés.

I-b-2) La rémunération des agents qui effectuent des fonctions d'accueil de surveillance et de magasinage

A l'heure actuelle, la rémunération de ces agents est calculée :

- pour les agents qui ont moins de dix-huit mois d'ancienneté, sur la base de la rémunération globale versée à un agent technique d'accueil, de surveillance et de magasinage au 1^{er} échelon divisée par 169 heures ;
- pour les agents qui comptent plus de dix-huit mois d'activité dans les mêmes fonctions, sur la base de la rémunération globale d'un agent technique d'accueil, de surveillance et de magasinage au 2^{ème} échelon divisée par 169 heures.

Le nouveau taux horaire sera obtenu, à compter du 1^{er} janvier 2002, en divisant ces mêmes rémunérations par 152.

De nouvelles précisions vous seront données lorsque les nouveaux textes sur les régimes indemnitaires auront été publiés.

L'engagement des agents qui effectuent des fonctions d'accueil, de surveillance et de magasinage est renouvelé selon la même quotité horaire que celle qu'ils avaient précédemment. Leur rémunération horaire est calculée sur la même base mais divisée par 152.

II) Le nombre d'heures travaillées pour les agents dont le taux horaire ne serait pas modifié

Quelques agents recrutés sur crédits peuvent être rémunérés sur la base du SMIC horaire, voire sur la base d'un indice.

De plus, les médecins de prévention sont pour la plupart rémunérés sur la base des dispositions du décret n° 78-1308 du 13 décembre 1978 fixant la rémunération des médecins, chirurgiens-dentistes, dentistes, vétérinaires et pharmaciens qui apportent leur concours au fonctionnement des services médicaux relevant des administrations de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif ou à caractère culturel et scientifique, complété par l'arrêté du 25 février 1997, textes qui ne sont pas établis sur l'initiative du seul ministère de la culture et de la communication.

II-a) La rémunération des agents rémunérés sur la base du SMIC horaire, doit être consolidée

Comme pour les autres agents, aucun agent rémunéré sur la base du SMIC horaire ne doit voir sa rémunération diminuer.

Les situations des agents rémunérés sur cette base étant très diverses mais peu nombreuses, elles seront soumises pour examen au service du personnel et des affaires sociales de la direction de l'administration générale.

II-b) Les agents rémunérés sur la base d'un indice bénéficieront des dispositions relatives à l'aménagement et à la réduction du temps de travail fixées par la circulaire n° 240107 du 27 novembre 2001 applicables à leur service.

II-c) Pour calculer le temps de travail des médecins de prévention et le montant horaire de leur rémunération, lorsqu'il sont rémunérés sur la base du décret du 13 décembre 1978 précité, il est nécessaire de procéder aux mêmes calculs que pour les agents rémunérés sur la base de l'arrêté du 30 décembre 1975.

III) Il va de soi que les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux agents rémunérés sur crédits qui effectuent des fonctions d'enseignement dans la mesure où les enseignants titulaires ne bénéficient pas des dispositions relatives à l'aménagement et à la réduction du temps de travail.

Je rappelle, par ailleurs, que l'article 14 de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale, a modifié les dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 6, de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, qui prévoient la possibilité d'engager des agents non titulaires pour effectuer des fonctions correspondant à un besoin permanent qui impliquent un service à temps incomplet.

Le service à temps incomplet ne doit pas excéder 70 % d'un service à temps complet. Les agents recrutés à compter du 1^{er} janvier 2002 à ce titre ne peuvent donc bénéficier d'un engagement supérieur à 106 heures, congés compris.

Je vous remercie de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Le directeur de l'administration générale
Bruno Suzzarelli

Circulaire du 2 novembre 2001 relative à la gestion des archives dans les services et établissements publics de l'Etat.

Le Premier ministre
à

Mesdames et messieurs les ministres et secrétaires d'Etat

Aux termes de l'article 3 de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives, les archives publiques comprennent l'ensemble des documents qui, quels qu'en soient la date, la forme ou le support, procèdent de l'activité de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et entreprises publics, et des organismes de droit privé chargés de la gestion d'un service public ou d'une mission de service public, ainsi que les minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels.

Ces documents d'archives sont tout d'abord indispensables au bon fonctionnement des services publics. Ceux-ci sont fréquemment amenés à les consulter dans le cadre de leur activité quotidienne, par exemple pour reconstituer l'historique d'un dossier ou répondre aux questions qui leur sont posées.

Les citoyens peuvent, de leur côté, trouver dans les archives publiques des informations utiles à l'établissement ou à l'exercice de leurs droits vis-à-vis de l'administration ou d'une autre personne privée. L'accès aux archives constitue, de ce point de vue, une composante essentielle du droit d'accès à l'information, dont le Gouvernement entend réaffirmer le caractère fondamental dans une société démocratique.

Outre l'usage qui peut en être fait dans un cadre administratif, les documents d'archives constituent une source irremplaçable d'informations pour l'enseignement et la recherche en sciences humaines, et en particulier pour l'histoire et ses disciplines associées.

L'enrichissement ininterrompu des fonds, au fil des générations, confère enfin aux archives publiques une valeur patrimoniale indiscutable, à l'égal des collections des musées et des bibliothèques. De nombreuses activités culturelles se développent à partir des fonds d'archives : publications, expositions, conférences et colloques, ateliers et animations. Ces activités contribuent à la démocratisation des pratiques culturelles, qui constitue l'une des priorités de l'action gouvernementale.

Ainsi, la collecte, la conservation, la communication et la valorisation des archives publiques ne présentent pas seulement un intérêt pour la gestion publique mais

constituent aussi un enjeu fondamental pour l'affirmation des droits des citoyens et pour la politique culturelle.

Or, une bonne gestion des archives publiques n'est possible que si l'ensemble des services et établissements publics de l'Etat se mobilisent à cet effet.

Certes il existe des administrations spécialisées, qui sont, d'une part, les services relevant du ministre chargé de la culture (direction des archives de France) et, d'autre part, les services placés sous l'autorité des ministres des affaires étrangères et de la défense, dont la mission est d'assurer la conservation des archives définitives (1). Mais la gestion des archives courantes et intermédiaires (2) relève de la responsabilité de chaque ministère.

Cette gestion présente une grande importance dans la mesure où elle conditionne l'alimentation des fonds d'archives définitives. La maîtrise de l'archivage intermédiaire par toutes les administrations constitue, à cet égard, un outil majeur de la gestion de l'information et participe de la modernisation de l'Etat.

La présente circulaire a pour objet de rappeler les principales dispositions que les administrations, autres que celles relevant des ministres des affaires étrangères et de la défense, doivent mettre en œuvre pour organiser en leur sein les fonctions d'archivage. Elle précise également les modalités selon lesquelles les services de la direction des archives de France contrôlent le respect des règles d'archivage par les services versants.

1. Principes régissant la gestion des archives intermédiaires dans les services et établissements publics de l'Etat

1.1. Identification des responsabilités

Dans les administrations centrales et les établissements publics de l'Etat, la fonction de gestion des archives intermédiaires doit être assumée par un service ou une cellule spécifique, qui doit apparaître clairement dans

(1) Archives définitives (ou archives historiques) : dans le cycle de vie des archives, ce sont les documents qui sont conservés indéfiniment, pour les besoins de la gestion et de la justification des droits des personnes et pour la documentation historique de la recherche.

Ces archives définitives (ou historiques) sont constituées, après tri et élimination, à partir des archives intermédiaires.

(2) Archives courantes : dans le cycle de vie des archives, ce sont les documents utilisés pour le traitement quotidien des affaires et dont la conservation est assurée dans le service d'origine.

Archives intermédiaires : dans le cycle des archives, ce sont les documents qui, n'étant plus d'usage courant, doivent néanmoins être conservés temporairement à proximité des services d'origine pour les besoins administratifs ou juridiques.

l'organigramme et être placé à un niveau lui permettant d'exercer efficacement sa mission. Cette tâche doit être confiée à des agents formés aux techniques de gestion des documents (catégories A et B), et disposant de moyens appropriés à leurs attributions.

Dans les services déconcentrés, cette fonction doit être clairement prise en compte et organisée, dans un cadre interministériel, par le préfet en vertu des compétences qui lui sont reconnues par les décrets du 10 mai 1982 (3).

1.2. Attributions des agents chargés de la gestion des archives intermédiaires

Les agents chargés de la gestion des archives intermédiaires ont vocation à traiter l'ensemble des documents produits par le service ou l'établissement public dont ils relèvent.

Leurs attributions comportent plusieurs aspects.

En tant que gestionnaires des archives intermédiaires, ils doivent en premier lieu organiser le rassemblement des documents ayant perdu leur utilité courante dans un local convenablement équipé. Ils établissent et tiennent à jour un état de ces documents.

Ils veillent aux conditions de production et de gestion des archives courantes. Ils ont, à cet égard, une mission de sensibilisation et de formation de l'ensemble des agents de leur service ou établissement au classement des dossiers, condition préalable à un bon archivage. Ils ont en particulier la responsabilité de l'archivage des documents électroniques.

Ils assurent la communication des dossiers archivés aux services lorsque ceux-ci en ont besoin. Ils contrôlent également le respect des règles de communicabilité des documents au public, conformément aux dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relatives à l'accès aux documents administratifs, à celles de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives et à celles de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les agents chargés de la gestion des archives intermédiaires sont, en second lieu, les correspondants permanents de l'administration qui assure la gestion des archives définitives du service ou établissement auquel ils appartiennent (archives nationales ou archives départementales).

Ils veillent à ce titre au respect des instructions de l'administration des archives définissant les durées d'utilité administrative de chaque catégorie de dossiers et

(3) Décret n° 82-389 du 10 mai 1982 pour les préfets de département et décret n° 82-390 du 10 mai 1982 pour les préfets de région.

déterminant le sort définitif des documents à l'expiration de ces durées. En l'absence de telles instructions, ils participent à l'élaboration de règles de conservation en liaison avec l'administration des archives. Ils soumettent au visa réglementaire la liste des documents à détruire. Ils préparent les versements d'archives définitives et rédigent les bordereaux de versement.

En matière d'archives électroniques, ils doivent notamment s'assurer, dans le respect de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, que la conception des traitements informatiques mis en œuvre permettra de conserver durablement les données dans les délais fixés par les instructions relatives à la durée d'utilité administrative et au sort final des documents. Ils s'assurent que les documents numériques à verser présentent toutes les garanties d'authenticité et sont accompagnés de l'ensemble des métadonnées (4) indispensables à l'exploitation ultérieure des données.

Ils informent le ministère de la culture et de la communication de tout sinistre, soustraction ou détournement d'archives.

Ils sont enfin responsables de la sauvegarde des archives intermédiaires lorsqu'il est mis fin à l'existence du service ou de l'établissement public auquel ils appartiennent, conformément à l'article 5 de la loi du 3 janvier 1979 sur les archives.

1.3. Moyens

Des crédits suffisants doivent être prévus pour faire face aux dépenses de conservation et de gestion des archives intermédiaires.

Il est, en particulier, indispensable d'aménager des locaux conformes aux normes de sécurité (protection des documents contre le vol et l'incendie) et dotés des équipements adéquats pour la conservation des archives intermédiaires (c'est-à-dire dont la durée d'utilité administrative n'a pas encore expiré).

Il convient en conséquence de mettre un terme dans les meilleurs délais au stockage d'archives dans des locaux inadaptés à leur conservation ou non conformes aux règlements de sécurité. De même, lors de toute opération de construction ou de restructuration de bâtiments administratifs, il faut prévoir des locaux adaptés à la conservation des archives intermédiaires.

(4) Métadonnées : ensemble des informations renseignant la structure d'un groupe de données ; les métadonnées exercent la fonction de médiateur entre l'utilisateur et l'information qu'il recherche ; elles permettent également de définir les caractéristiques d'évolution dans le temps d'un document.

1.4. Recours à des prestataires de services du secteur privé

Le recours à des prestataires de services du secteur privé, pour tout ou partie de la gestion des archives courantes et intermédiaires, ne peut se faire qu'avec l'accord et sous le contrôle du service d'archives public compétent, seul habilité à juger de la compatibilité des prestations proposées avec la législation et la réglementation sur les archives, notamment en ce qui concerne les durées de conservation et la communicabilité des documents.

En l'absence d'un local administratif permettant la conservation sur place des archives intermédiaires, il est possible, sous réserve de l'accord du service public d'archives compétent (5), de recourir, pour les seules archives intermédiaires destinées à être ultérieurement détruites, à des sociétés privées offrant des prestations de stockage.

1.5. Mise en œuvre du dispositif

Chaque département ministériel ou établissement public national est responsable de la mise en œuvre des principes d'organisation indiqués ci-dessus, et notamment de la création et du bon fonctionnement du service ou de la cellule assurant la gestion des archives intermédiaires.

Dans les services déconcentrés et les établissements publics de l'Etat à compétence territoriale, les préfets veillent, en vertu des compétences qui leur sont reconnues par les décrets du 10 mai 1982, à la mise en œuvre de ces principes. Ils prennent toutes dispositions pour en arrêter les modalités d'organisation précises, après consultation du collège des chefs de service, selon la forme adaptée à la situation locale : pôle de compétences, réseau d'agents formés aux techniques de gestion des documents ou, le cas échéant, création d'un service interministériel de gestion des archives intermédiaires. Dans tous les cas, le responsable désigné du dispositif (chef de pôle, animateur du réseau ou responsable du service) doit être placé sous le contrôle scientifique et technique du directeur du service départemental d'archives.

1.6. Appui fourni par les archives nationales et les services départementaux des archives

Pour l'organisation et le suivi de l'archivage intermédiaire, les archives nationales et les services départementaux des archives fournissent assistance méthodologique et conseil, dans des domaines tels que l'évaluation des besoins, la définition des procédures, la détermination

(5) Voir circulaire AD 97-1 du 16 janvier 1997 des ministres de l'intérieur et de la culture.

des équipements adéquats, l'application des règles de conservation, la préparation des versements d'archives définitives ou la formation des agents.

En outre, dans les administrations centrales autres que celles relevant des ministères des affaires étrangères et de la défense, un agent des archives nationales peut être amené à exercer une mission, temporaire ou permanente, afin d'élaborer les procédures liées à ce dispositif et de faciliter la coopération entre les services versants et l'administration des archives. Les objectifs de ces missions sont précisés dans le cadre de conventions conclues entre la direction des archives de France et le ministère ou l'établissement public concerné.

Le concours ainsi apporté par le ministère chargé de la culture ne peut en aucun cas dispenser les services ou établissements concernés de mettre en place les moyens humains et matériels nécessaires à la gestion de leurs archives.

2. Contrôle de la gestion des archives intermédiaires

2.1. Contrôle interne

Il incombe à chaque ministre de veiller à la bonne gestion des archives courantes et intermédiaires dans les services directement placés sous son autorité et de s'assurer que les établissements publics dont il a la tutelle respectent les principes énoncés ci-dessus.

A ce titre, il convient d'inclure dans les rapports d'activité annuels des services un bilan des mesures prises pour la gestion des archives courantes intermédiaires. Il faut également veiller à inclure cet aspect dans les missions d'inspection interne à chaque ministère.

2.2. Contrôle par la direction des archives de France

Le ministre chargé de la culture (direction des archives de France) exerce un contrôle sur l'ensemble des archives publiques, à l'exception des archives relevant du ministère des affaires étrangères et du ministère de la défense. Ce contrôle porte également sur la gestion des archives courantes et intermédiaires. A ce titre, la direction des archives de France élabore, en collaboration avec chacun des départements ministériels concernés, les règles à appliquer en matière de tri et de communication des archives. Elle doit disposer des informations nécessaires sur le fonctionnement des services dans tout ce qui a trait à l'archivage et peut, à cet effet, procéder à leur inspection.

Le contrôle de proximité sur l'organisation de l'archivage, notamment sur les conditions matérielles de conservation et sur le sort des archives intermédiaires

au terme de leur durée d'utilité administrative (élimination ou versement aux archives nationales ou départementales), est exercé, au niveau central, par des conservateurs désignés à cet effet par le directeur des archives de France et, dans les départements, par les directeurs des services départementaux d'archives placés sous l'autorité des préfets.

Ce contrôle implique que les services et établissements publics adressent à l'administration des archives un rapport périodique sur leur activité de gestion des archives courantes et intermédiaires. La périodicité de cet envoi doit être déterminée par un accord entre l'administration des archives et chaque service ou établissement.

De même, les services et établissements publics doivent dresser un état sommaire, régulièrement tenu à jour, des archives dont la conservation est assurée et faire parvenir ce document, après chaque mise à jour, à l'administration des archives. Cette dernière doit aussi être destinataire de la liste des documents proposés pour l'élimination et de tout projet d'aménagements de locaux d'archivage. Enfin, les agents de l'administration des archives doivent pouvoir effectuer des visites sur place.

J'ai demandé à la ministre de la culture et de la communication de dresser un bilan de l'application des présentes instructions à la fin de l'année prochaine. En conséquence, je vous prie de lui adresser, sous le timbre de la direction des archives de France, un premier compte rendu des mesures que vous aurez prises en matière de gestion des archives. Ce compte rendu devra être adressé avant le 1^{er} décembre 2002.

Le Premier ministre,
Lionel Jospin

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Circulaire n° 2001/025 du 29 novembre 2001 relative à l'attribution de bourses de D.E.A. pour l'année universitaire 2001-2002.

Des bourses de D.E.A., dont le montant est fixé à 3.780 euros, payables en une seule fois, au titre de l'année universitaire 2001-2002, seront attribuées au cours de l'année 2002 dans la limite de l'enveloppe disponible à cet effet, sur les crédits de l'exercice 2002. Seront retenus en priorité les candidats ayant accompli une formation initiale d'architecte.

Modalités d'attribution

Conformément au principe d'attribution des bourses de D.E.A. par le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et à la différence des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, les bourses de D.E.A. sont des aides contingentées, attribuées sur critères universitaires ; toutefois, à mérite égal, les étudiants qui étaient boursiers l'année précédente, bénéficient de ces aides en priorité.

Les étudiants doivent être inscrits à un diplôme d'études approfondies dans un établissement d'enseignement supérieur en partenariat avec une école d'architecture. Les écoles d'architecture devront avoir signé une convention avec leurs partenaires universitaires, prévoyant l'acquittement des droits d'inscription par les étudiants directement auprès de l'école, ou le reversement de tout ou partie de ces droits à l'école par l'université. Seuls les étudiants inscrits dans les écoles d'architecture ayant signé ce type de convention pour l'année universitaire 2001-2002, pourront bénéficier d'une bourse de D.E.A.

Conditions d'attribution

Nationalité

Les bourses de D.E.A. peuvent être attribuées aux étudiants français et aux étudiants étrangers suivants, sous réserve qu'ils résident effectivement en France :

- les étudiants andorrans,
- les étudiants ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne,
- les étudiants dont l'un des parents ou le tuteur légal est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne,
- les étudiants titulaires de la carte de réfugié ou d'apatride délivrée par l'office français de protection des réfugiés et apatrides (O.F.P.R.A.),
- les étudiants étrangers dont les parents non ressortissants communautaires (père ou mère) ainsi que les autres enfants à charge résident en France depuis au moins deux ans,
- les étudiants étrangers dont les parents ne sont pas ressortissants communautaires, mariés à un conjoint ressortissant français ou étranger disposant de ressources mensuelles régulières au moins égales au S.M.I.C., sous réserve que l'étudiant et son conjoint résident en France depuis deux ans ; le ménage doit avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents.

Cas d'exclusion du bénéfice d'une bourse de D.E.A.

Outre les étudiants ne remplissant pas les conditions de nationalité, les étudiants suivants sont exclus de l'attribution de cette aide :

- les étudiants ayant déjà bénéficié d'une bourse de D.E.A., d'une bourse de D.E.S.S., de deux bourses d'agrégation ou d'une bourse d'un service public,
- les étudiants ayant précédemment bénéficié d'une allocation de recherche,
- les étudiants qui préparent en même temps un autre diplôme ou un concours (à l'exception des étudiants inscrits en magistère),
- les demandeurs d'emploi inscrits à l'agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) ou les bénéficiaires d'allocation de formation professionnelle durant l'année universitaire au titre de laquelle la bourse est demandée,
- les fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités territoriales ou de la fonction publique hospitalière ou des établissements qui en dépendent même en disponibilité, congé sans traitement ou sursis de première affectation,
- les étudiants en détention pénale, sauf ceux placés sous le régime de la semi-liberté.

Durée d'attribution

Une bourse de D.E.A. est accordée pour la durée normale de la formation suivie, soit une année. Toutefois, à titre exceptionnel, cette aide est accordée ou renouvelée pour une deuxième année en ce qui concerne les formations bénéficiant d'une dérogation précisée dans la notification d'habilitation à délivrer le diplôme.

Les cumuls

Une bourse de D.E.A. n'est pas cumulable avec une bourse sur critères sociaux, une bourse de service public, une bourse d'agrégation, une bourse de DESS, un prêt d'honneur, une allocation d'IUFM, une aide de formation continue, une bourse d'un autre département ministériel, une bourse d'un gouvernement étranger.

En revanche, une bourse de D.E.A. peut être cumulée avec une rémunération, dans les mêmes conditions que les bourses sur critères sociaux.

Assiduité

L'inscription et l'assiduité aux cours, travaux pratiques ou dirigés et aux stages obligatoires doivent être vérifiées.

L'étudiant doit se présenter aux examens prévus dans son année de D.E.A. Si cette condition n'est pas respectée, il vous appartiendra d'apprécier si un ordre de reversement de tout ou partie de la bourse de D.E.A. doit être établi.

Procédure d'attribution et calendrier

Compte tenu des critères énoncés ci-dessus et sur avis motivé du responsable scientifique de chacune des filières doctorales concernées, les dossiers qui auront été retenus et classés par ordre de priorité par le collectif scientifique de la formation, devront parvenir au bureau de la recherche architecturale et urbaine le 15 décembre 2001 au plus tard.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice de l'architecture et du patrimoine,
Wanda Diebolt

Décision du 17 décembre 2001 portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès des associations «patrimoine photographique» et «association des amis de Jacques-Henri Lartigue».

M. Jean-Marie Vincent, conservateur général du patrimoine, chef du service de l'inspection générale de l'architecture et du patrimoine, est désigné en tant que commissaire du Gouvernement représentant la ministre de la culture et de la communication, en remplacement de M. Michel Ricard, au sein des instances dirigeantes de l'association patrimoine photographique et de l'association des amis de Jacques-Henri Lartigue.

Pour la ministre de la culture et de la communication
et par délégation,
pour la directrice de l'architecture et du patrimoine,
le directeur adjoint
François Braize

Circulaire n° 2001/028 du 18 décembre 2001 relative aux nouvelles modalités d'organisation et d'intervention de l'inspection générale de l'architecture et du patrimoine (IGAPA).

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de département (services départementaux de l'architecture et du patrimoine)

La circulaire du 2 septembre 1999 explicitait les missions de l'inspection générale de l'architecture et du patrimoine (IGAPA) telles que les avait définies l'article 2 de l'arrêté ministériel du 21 septembre 1998.

L'arrêté du 28 novembre 2001 relatif à l'organisation de la direction de l'architecture et du patrimoine a repris mot pour mot cet article consacré au service de l'inspection générale. Les missions de celui-ci n'ont pas été modifiées, notamment celles des inspections spécialisées (archéologie, inventaire, monuments historiques, enseignement de l'architecture) qui remplissent leur rôle, tant auprès de l'administration centrale qu'auprès des services déconcentrés et des établissements publics, selon des modalités satisfaisantes.

En revanche, les nouvelles priorités qui se sont imposées à la direction de l'architecture et du patrimoine m'ont conduite à demander à son chef du service de me proposer pour l'IGAPA de nouveaux modes de fonctionnement lui permettant :

- d'une part, d'encourager une meilleure synergie des services déconcentrés, tant au sein des directions régionales des affaires culturelles (DRAC) que dans les relations entre celles-ci et les services départementaux de l'architecture et du patrimoine (SDAP) ;

- d'autre part, de conduire en permanence un travail collectif d'analyse et de réflexion sur certains axes majeurs d'intervention de la direction.

La présente circulaire a pour objet de présenter ces nouveaux modes de fonctionnement. Elle ne fait donc que préciser et compléter sur ces deux points la circulaire du 2 septembre 1999 dont les dispositions restent par ailleurs d'actualité.

1 - Désignation de correspondants territoriaux au sein de la composante «généraliste» de l'IGAPA

Cette composante est constituée de fonctionnaires du ministère ayant exercé des responsabilités importantes dans l'administration déconcentrée ou centrale. Leur expérience, transversale aux différentes disciplines spécialisées, permet donc de leur confier des missions d'analyse et de réflexion, en liaison avec l'inspection générale des affaires culturelles (IGAAC) chargée notamment de missions de conseil, de contrôle et d'évaluation des services déconcentrés du ministère de la culture, et de la décentralisation.

Sur proposition du chef du service de l'IGAPA, j'ai décidé de demander à quatre d'entre eux d'être territorialement, au sein de l'IGAPA, les correspondants transversaux des services déconcentrés du ministère de la culture, DRAC et SDAP. Cette mission ne peut évidemment être conduite qu'en liaison constante avec les membres des inspections spécialisées chargés des territoires considérés dont les responsabilités spécifiques ne sont nullement remises en cause par ce nouveau dispositif.

1.1 - Les missions des inspecteurs généralistes correspondants territoriaux

Leurs missions fondamentales s'articulent autour de six axes principaux :

- conseiller les DRAC sur le fonctionnement collectif de leurs services patrimoniaux et suivre, en liaison constante avec les inspecteurs spécialisés et l'IGAAC, les expériences de coopération et de mutualisation entre ces services ;
- d'une manière générale, faciliter les relations entre les services déconcentrés et les services centraux sur les politiques générales que la DAPA initie ou auxquelles elle participe : que ce soit en faveur de la qualité architecturale, d'un aménagement du territoire basé sur la valorisation du patrimoine, du fonctionnement des réseaux de sensibilisation à la qualité architecturale et urbaine notamment celui des "villes et pays d'art et d'histoire", de la mise en œuvre des conventions interministérielles dans les domaines de l'architecture et du patrimoine ;
- d'une manière particulière, en raison de l'importance et de l'actualité de ce processus, accompagner les expérimentations de décentralisation concernant l'architecture et le patrimoine conduites dans le cadre des protocoles de décentralisation ;
- assister la mise en place progressive des conseillers pour l'architecture auprès des DRAC ainsi que celle des architectes-conseils, et aider à la définition et à la mise en œuvre d'une politique régionale en faveur de la qualité architecturale ;
- en collaboration avec l'IGAAC, veiller à ce que s'établisse, entre la DRAC et les SDAP, une collaboration étroite mais respectueuse du rôle respectif de chacun de ces niveaux ;
- analyser, dans le champ de compétence de la DAPA, tant les initiatives intéressantes que les difficultés des services déconcentrés, et participer en tant que de besoin, à l'initiative de la DAPA ou à la demande du chef de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles, à certaines missions d'inspection concernant les services déconcentrés ou établissements publics.

1.2 - Répartition territoriale des missions des inspecteurs généralistes correspondants territoriaux

A ce jour, la répartition territoriale de ces missions entre les inspecteurs généralistes est arrêtée selon les dispositions précisées par la carte et le tableau ci-annexés.

2 - Structuration de l'IGAPA en «sections permanentes»

Pour permettre à l'IGAPA de jouer pleinement son rôle de conseil pluridisciplinaire de la direction pour la

définition des orientations de la politique du ministère en matière architecturale et patrimoniale, il est institué, au sein de l'IGAPA, des sections permanentes. Chacun des inspecteurs, généraliste ou spécialiste, participera régulièrement aux travaux de l'une au moins de ces sections.

Dans un premier temps, celles-ci seront au nombre de trois, organisées autour des grands thèmes de réflexion suivants :

1^{ère} section : Décentralisation et déconcentration

Dès 2001, des protocoles mettent en œuvre une expérimentation de décentralisation de certains domaines de compétence touchant l'architecture et le patrimoine, exercés particulièrement par les services déconcentrés (DRAC et SDAP). Sur la base de la connaissance évaluative des premières décentralisations culturelles de 1983 et de l'évolution réglementaire récente (loi SRU), et à la lumière des expérimentations en cours, la section réfléchira aux objectifs et aux conditions nécessaires d'une nouvelle décentralisation, ainsi qu'à ses conséquences prévisibles sur les missions des services de l'Etat et l'évolution induite des métiers de leurs personnels.

2^e section : Conservation et création

Cette section, reprenant le cours des travaux antérieurs sur le thème «mémoire et projet» qui ont présidé à la création de la nouvelle direction de l'architecture et du patrimoine, réfléchira en permanence aux rapports entre conservation et création, notamment en espaces protégés et dans les monuments historiques.

3^e section : Coopération européenne et internationale

La réflexion de cette section se nourrira des nombreux échanges internationaux de la DAPA. La section s'attachera, à partir de ces expériences, à apprécier la pertinence des apports français aux autres pays en matière d'architecture et de patrimoine, et à tirer parti, en retour, du regard nouveau que ces échanges nous renvoient sur nos propres pratiques. Elle s'intéressera tout particulièrement aux échanges européens dans le cadre des programmes labellisés de la commission européenne, aux programmes transfrontaliers et aux réseaux auxquels participent les services déconcentrés. Elle s'intéressera également aux incidences de cette coopération dans le domaine de la formation, des échanges de savoir-faire. Elle s'interrogera sur les problèmes liés à la reconnaissance des diplômes, ainsi que sur les incidences des réglementations européennes sur nos domaines de compétences.

La composition et les responsables de ces sections sont précisés dans un document ci-annexé.

Seront invités à participer aux travaux de ces sections tant les membres associés de l'IGAPA, architectes conseils de la DAPA et membres du conseil général des ponts et chaussées intervenant sur les espaces protégés, que, en fonction de l'ordre du jour des séances, des personnels de l'administration centrale et des services déconcentrés. Des personnalités extérieures seront régulièrement appelées à venir témoigner de leurs expériences et à élargir par leurs réflexions le cercle de référence.

Le bilan des travaux de ces trois sections sera régulièrement diffusé.

Je souhaite pour ma part que ce fonctionnement collégial favorise des échanges fructueux d'expériences et de réflexions entre administration centrale et services déconcentrés, et nous permette de mieux remplir, chacun à son niveau de compétence, nos missions au service de la qualité de l'architecture et de la conservation du patrimoine.

La directrice de l'architecture et du patrimoine
Wanda Diebolt

Inspection générale de l'architecture et du patrimoine (IGAPA)

8, rue Vivienne - 75002 Paris - Tél. 01 40 15 32 78 - Télécopie 01 40 15 87 87

Etat des effectifs au 15 novembre 2001

Généralistes (fax 87 87)

Jean-Marie Vincent, conservateur général du patrimoine - Chef du service - tél. 32 03

Francis Chassel, administrateur civil hors classe - tél. 33 13

Jean-Marie Jenn, conservateur général du patrimoine - tél. 38 17

Jean-Yves Le Corre, architecte urbaniste en chef de l'Etat - tél. 32 68

Geneviève Le Louarn, conservateur en chef du patrimoine - tél. 32 57 ou 02 40 69 41 75

Bruno de Saint Victor, conservateur général du patrimoine - tél. 82 66

Claude Veyssière-Pomot, conservateur général du patrimoine - tél. 01 34 51 84 74

Archéologie (sec. 77 81) (fax 77 00)

Gérard Aubin, conservateur général du patrimoine, coordonnateur - tél. 77 89

Jean-Claude Blanchet, conservateur général du patrimoine - tél. 77 18

Jean-Pierre Daugas, conservateur général du patrimoine - tél. 77 13

Jacques Tarrête, conservateur général du patrimoine - tél. 77 22

N...

N...

Enseignement de l'architecture (fax 87 87)

Vincent Auzanneau, ingénieur général du génie rural des eaux et des forêts, coordonnateur - tél. 32 55

César Juvé, directeur de l'école d'architecture de Toulouse - tél. 05 62 11 50 50

N...

Ethnologie

Alain Morel, ingénieur de recherche (affecté à l'IGAPA à temps partiel) - tél. 85 34

Etudes, documentation et inventaire général (fax 79 55)

Francine Arnal, conservateur général du patrimoine, coordonnatrice - tél. 75 67 ou 75 74

Francis Roussel, conservateur général du patrimoine - tél. 76 44 ou 03 83 32 06 34

François verdier, conservateur en chef du patrimoine - tél. 79 54

Monuments historiques

*** Conservateurs du patrimoine (fax 75 75)**

Colette Di Matteo, conservateur général, doyenne de l'IGMH – conservateur - tél. 76 35

Bernard Brochard, conservateur général - tél. 05 49 36 30 31

Yves Lescroart, conservateur en chef - tél. 76 34

François Macé de Lépinay, conservateur général - tél. 75 63

Olivier Poisson, conservateur général - tél. 75 83 ou 04 68 51 42 09

*** Mission orgues et patrimoine instrumental**

Bernard Brochard

Geneviève Le Louarn

*** Architectes en chef des monuments historiques**

Benjamin Mouton, doyen de l'IGMH - 73, rue Royale - 78000 Versailles - tél. 01 39 49 58 67 (fax 01 39 53 87 18)

Michel Goutal - 10, cité Nollez - 75018 Paris - tél. 01 42 59 18 17 (fax 01 42 59 18 60)

François Jeanneau - 50 bis, rue des Lices - 49100 Angers tél. 02 41 88 04 04 (fax 02 41 24 75 47)

Pierre-André Lablaude - Château, Aile des ministres - 78000 Versailles - tél. 01 30 83 78 00 (fax 01 30 84 75 35)

Jean-François Lagneau - 132, bd Saint-Germain - 75006 Paris - tél. 01 43 26 75 10 (fax 01 43 26 92 22)

Dominique Moufle - 34, rue Mont-Thabor - 75001 Paris - tél. 01 47 03 48 64 (fax 01 47 03 48 62)

Alain-Charles Perrot - 1, rue Gluck - 75009 Paris - tél. 01 53 30 00 80 (fax 01 53 30 00 99)

Etienne Poncelet - 14, rue du Gros-Gérard - 59800 Lille - tél. 03 20 31 58 81 (fax 03 20 42 13 60)

Didier Repellin - 47, avenue du Maréchal-de-Saxe - 69006 Lyon - tél. 04 78 52 09 99 (fax 04 78 24 83 06)

Bernard voinchet - 18, résidence Corisande - bd Lacassade - 65000 Tarbes – tél. 05 62 93 30 24 (fax 05 62 51 01 57)

Secrétariat de l'IGAPA

Lucienne Carderot - 33 45

Michelle Pezzoli - 82 66

N... - 75 65 (IGMH- Croisilles)

Organisation des réunions de l'IGAPA, distinctions honorifiques pour la DAPA

Annie Feugnet – tél. 32 78

Membres associés de l'IGAPA

* Architectes-conseils de la DAPA

Christian Enjolras - 19, rue Général-Leclerc - 94220 Charenton-le-Pont - tél. 01 48 93 49 69 (fax 01 43 68 05 21)

Bertrand Mathieu - 11, rue Lamartine - 60800 Crépy-en-Valois - tél. 03 44 94 72 00 (fax 03 44 94 72 01)

Serge Renaudie - 103, avenue G. Gosnat - 94200 Ivry-sur-Seine – tél. 01 49 60 74 37 (fax 01 46 58 66 30)

* Membres de la 5^e section du conseil général des ponts et chaussées - tél. 01 40 81 64 96 (fax 01 40 81 23 95)

Catherine Bersani, inspectrice générale de l'équipement, coordonnatrice du collège «Espaces protégés et architecture»

Bruno Stahly, inspecteur général des monuments historiques chargé des sites et paysages - tél. 01 40 81 23 20

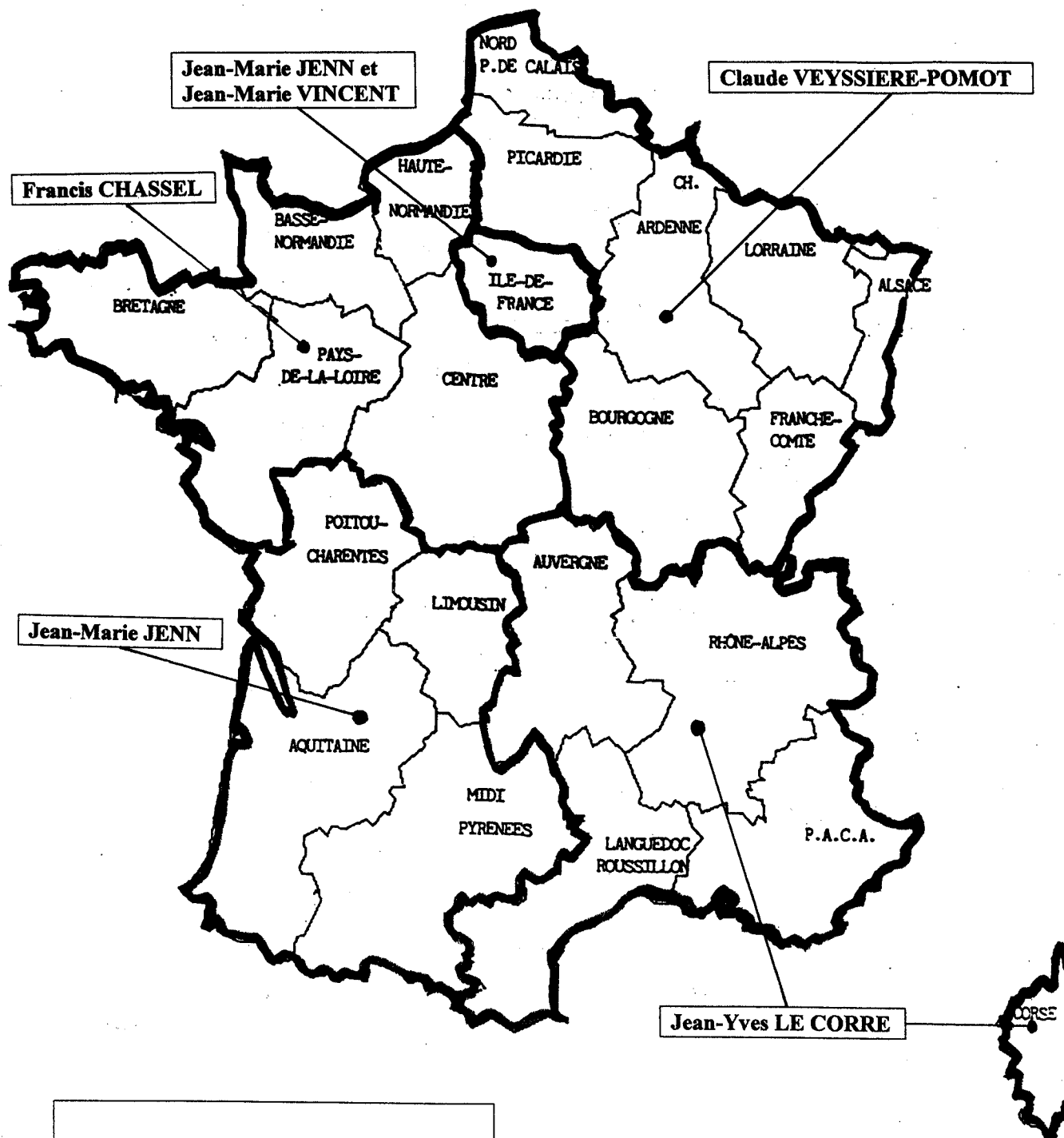
Béatrice Bellynck-Doisy, inspectrice générale des monuments historiques chargée des sites et paysages – tél. 01 40 81 68 02

Michel Brodovitch, architecte et urbaniste en chef de l'Etat - tél. 01 40 81 92 57

IGAPA

Inspection « généraliste »

Répartition des secteurs entre les inspecteurs



D.O.M.

Antilles : Jean-Yves LE CORRE

Guyane : Francis CHASSEL

La Réunion : Cl. VEYSSIERE-POMOT

COMPETENCES TERRITORIALES DES INSPECTEURS
(France métropolitaine et DOM)

REGIONS	IG GENERALISTE	IG ARCHEOLOGIE	IG INVENTAIRE	IGMH/CONSERVATEURS	IGMH/Orgues	IGMH/ARCHITECTES
ALSACE	CI VEYSSIERE-POMOT	JCl. BLANCHET	F ROUSSEL	Y LESCROART	B BROCHARD	D REPELLIN
AQUITAINE	JM JENN	JCl. BLANCHET	F ARNAL	B BROCHARD	G LE LOUARN	E PONCELET
AUVERGNE	JY LE CORRE	J TARRETE	F ARNAL	O POISSON	B BROCHARD	D REPELLIN
BOURGOGNE	CI VEYSSIERE-POMOT	JCl. BLANCHET	F ROUSSEL	C DI MATTEO	B BROCHARD	JF LAGNEAU
BRETAGNE	F CHASSEL	G AUBIN	F VERDIER	F MACE DE LEPINAY	G LE LOUARN	F JANNEAU
CENTRE	F CHASSEL	JP DAUGAS	F VERDIER	B BROCHARD	G LE LOUARN	PA LABLAUDE
CHAMPAGNE-ARDENNE	CI VEYSSIERE-POMOT	JCl BLANCHET	F ROUSSEL	C DI MATTEO	B BROCHARD	D REPELLIN
CORSE	JY LE CORRE	J TARRETE	F ARNAL	O POISSON	G LE LOUARN	AC PERROT
FRANCHE COMTE	CI VEYSSIERE-POMOT	JCl BLANCHET	F ROUSSEL	Y LESCROART	G LE LOUARN	M GOUTAL
ILE DE FRANCE+PARIS	JM JENN & JM VINCENT	JP DAUGAS	F ROUSSEL	F MACE DE LEPINAY C DI MATTEO : * Louvre, Matignon * SNT+EPMOTC (sauf Versailles et Ecouen)	B BROCHARD	B MOUTON : Paris AC PERROT : Ile-de-France D MOUFLE : Notre-Dame Paris 7 ^e arr., Seine-St-Denis D REPELLIN : Museum
LANGUEDOC-ROUSSILLON	JY LECORRE	J TARRETE	F VERDIER	O POISSON	B BROCHARD	B VOINCHET
LIMOUSIN	JM JENN	JCl BLANCHET	F ARNAL	B BROCHARD	G LE LOUARN	PA LABLAUDE
LORRAINE	CI VEYSSIERE-POMOT	JCl BLANCHET	F VERDIER	Y LESCROART	G LE LOUARN	D MOUFLE
MIDI-PYRENEES	JM JENN	JCl BLANCHET	F ARNAL	O POISSON	G LE LOUARN	D MOUFLE
NORD-PAS-DE CALAIS	CI VEYSSIERE-POMOT	JP DAUGAS	F ROUSSEL	Y LESCROART	B BROCHARD	AC PERROT
BASSE-NORMANDIE	F CHASSEL	G AUBIN	F VERDIER	F MACE DE LEPINAY	B BROCHARD	E PONCELET
HAUTE-NORMANDIE	F CHASSEL	G AUBIN	F VERDIER	C DI MATTEO F MACE DE LEPINAY : Cathedr. et archev. De Rouen	B BROCHARD	E PONCELET
PAYS-DE-LA-LOIRE	F CHASSEL	G AUBIN	F VERDIER	B BROCHARD	G LE LOUARN	F JANNEAU
PICARDIE	CI VEYSSIERE-POMOT	JP DAUGAS	F ROUSSEL	C DI MATTEO	B BROCHARD	B MOUTON
POITOU-CHARENTES	JM JENN	JCl BLANCHET	F VERDIER	B BROCHARD	G LE LOUARN	B VOINCHET
PACA	JY LE CORRE	J TARRETE	F ARNAL	O POISSON	B BROCHARD	JF LAGNEAU
RHONE-ALPES	JY LE CORRE	J TARRETE	F ARNAL	F MACE DE LEPINAY	G LE LOUARN	M GOUTAL
Outre-mer : ANTILLES	JY LE CORRE	J TARRETE	F ARNAL	F MACE DE LEPINAY	G LE LOUARN	AC PERROT
GUYANE	F CHASSEL	J TARRETE	F ARNAL	F MACE DE LEPINAY	G LE LOUARN	AC PERROT
La REUNION	CI VEYSSIERE-POMOT	J TARRETE	F ARNAL	O POISSON	G LE LOUARN	AC PERROT

IGAPA**Constitution des sections permanentes****Etat au 22 octobre des réponses et propositions de répartition des responsabilités :****1^{ère} section : Décentralisation et d•Déconcentration****Responsable** : Jean-Marie Jenn**Les co-animateurs** : Yves Lescroart et Francis Roussel

Membres : Bernard Brochard
 Francis Chassel
 Jean-Pierre Daugas
 Bruno de Saint-Victor
 Colette di Mattéo
 César Juve
 Jean-François Lagneau
 Jean-Yves le Corre
 Dominique Moufle
 Alain-Charles Perrot
 Olivier Poisson
 François Verdier
 Claude Veyssière-Pomot
 Jean-Marie Vincent
 Bernard Voinchet

2^{ème} section: Conservation et Création**Responsable** : Francis Chassel**Co-animateurs** : P. André Lablaude et François Mace de Lépinay

Membres : Gérard Aubin
 Vincent Auzanneau
 Jean-Claude Blanchet
 Bruno de Saint-Victor
 Michel Goutal
 François Jeanneau
 Jean-Marie Jenn
 Geneviève le Louarn
 Yves Lescroart
 François Mace de Lépinay
 Alain Morel
 Francis Roussel

3^{ème} section : Coopération européenne et internationale**Responsable** : Jean-Yves le Corre**Co-animateurs** : Jean-Pierre Daugas, Benjamin Mouton, Olivier Poisson

Membres : Francine Arnal
 Vincent Auzanneau
 Colette di Mattéo
 César Juve
 Geneviève le Louarn
 Alain Morel
 Etienne Poncelet
 Didier Repellin
 Jacques Tarrete
 Jean-Marie Vincent

**DIRECTION DE LA MUSIQUE,
 DE LA DANSE, DU THEATRE
 ET DES SPECTACLES**

**Circulaire n° 2001/022 du 8 novembre 2001
 fixant les conditions d'attribution des bourses
 d'études sur critères sociaux pour l'année
 universitaire 2001/2002.**

La ministre de la culture et de la communication
 à

Madame et messieurs les préfets de région (directions
 régionales des affaires culturelles)

Je vous prie de trouver ci-joint la circulaire fixant les conditions d'attribution des bourses d'études pour l'année universitaire 2001/2002, ainsi que les formulaires à remettre aux élèves des conservatoires nationaux de région, écoles nationales de musique et de danse, et établissements assimilés, soit école nationale supérieure de danse de Marseille et l'école supérieure de danse de Cannes.

Cette note prend en compte les orientations du ministère en matière d'unification et d'harmonisation des systèmes de bourses et leur alignement sur le système de l'éducation nationale-enseignement supérieur, ce qui se traduira par une revalorisation des taux des bourses, un relèvement des plafonds des ressources et une diversification des aides financières aux étudiants.

L'application de ces mesures traduira en pratique le souci du ministère de faire reconnaître les formations et les métiers artistiques comme des voies aussi dignes d'intérêt que les autres et permettra également, par une harmonisation d'ensemble des divers dispositifs

existants, de construire un corpus réglementaire intégré, cohérent et équitable.

Une enveloppe d'un montant d'1 MF au titre de l'application de ces mesures intitulées «plan social étudiant» sera réservée sur le chapitre 43-30/30 en 2002, crédits qui viennent s'ajouter aux 680.000 F attribués pour l'exercice 2001.

Le relèvement du plafond des ressources ou l'ouverture du droit aux bourses à une nouvelle population (élève en cycle spécialisé d'art dramatique), induiront une augmentation du nombre des boursiers qu'il est impossible d'évaluer avec toute la précision voulue. Je vous demande donc de bien vouloir financer, dans un premier temps, sur votre budget, le surcroît susceptible d'être créé. Le rattrapage sera effectué en 2003.

Pour la ministre et par délégation,
la directrice de la musique, de la danse,
du théâtre et des spectacles,
Sylvie Hubac

**Bourses d'études aux élèves
des conservatoires nationaux de région et
écoles nationales de musique, de danse et
de théâtre et des établissements assimilés
(École nationale supérieure de danse de Marseille et
École supérieure de danse de Cannes)
Année scolaire 2001/2002**

Titre I - Conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux

Préambule

Les bourses sur critères sociaux octroyées par le ministère de la culture et de la communication sont destinées à permettre à leurs bénéficiaires d'entreprendre des études spécialisées auxquelles, sans cette aide, ils auraient été contraints de renoncer en raison de leur situation familiale ou matérielle.

Ces bourses sont attribuées, sous réserve de recevabilité de la demande, en fonction des ressources et des charges des parents ou du tuteur légal appréciées sur la base d'un barème national.

Ce barème national détermine les ressources et les charges de la famille et les échelons de la bourse sur critères sociaux (de 0 à 5).

Les candidats doivent remplir les conditions générales de recevabilité relatives à la nationalité, aux diplômes, à l'âge et aux études poursuivies définies ci-dessous. Toutefois, certaines situations individuelles dont la spécificité n'a pu être prise en compte par le barème national, peuvent donner lieu, sous certaines conditions,

à l'attribution d'une bourse sur critères sociaux ou d'une allocation d'études dans les conditions prévues par la présente circulaire.

1) Condition générale : études ouvrant droit à une demande de bourse sur critères sociaux

Peuvent bénéficier d'une bourse sur critères sociaux, les élèves des conservatoires nationaux de région (CNR), écoles nationales de musique (ENM), de danse et de théâtre et des établissements assimilés (ENSD de Marseille et ESD de Cannes) inscrits en cycle spécialisé à orientation professionnelle et poursuivant un cursus de formation complet, conforme aux préconisations du schéma pédagogique propre à chaque discipline. L'une et l'autre conditions sont appréciées et attestées par l'équipe pédagogique.

2) Condition d'âge

- a) Les candidats sont nés dans la période allant du 1^{er} janvier 1977 au 31 décembre 1985, pour les élèves musiciens (hormis les chanteurs) ;
- b) ils sont nés dans la période allant du 1^{er} janvier 1975 au 31 décembre 1985, pour les élèves chanteurs ;
- c) ils sont nés dans la période allant du 1^{er} janvier 1982 au 31 décembre 1989, pour les élèves danseurs ;
- d) ils sont nés dans la période allant du 1^{er} janvier 1977 au 31 décembre 1985, pour les élèves comédiens.

3) Condition de ressources

Les ressources ne doivent pas dépasser les plafonds fixés (cf. titre III).

4) Condition de nationalité

Les bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux sont réservées aux étudiants de nationalité française.

Toutefois, ces aides peuvent être attribuées aux étudiants étrangers placés dans l'une des situations suivantes :

A - Etudiants titulaires de la carte de réfugié délivrée par l'office français de protection des réfugiés et apatrides en application de la convention de Genève.

B - Etudiants de nationalité étrangère possédant la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne, en application des articles 39 et 40 du traité du 25 mars 1957 modifié instituant la communauté européenne, des articles 7 et 12 du règlement européen n° 1612/68 du 15 octobre 1968, titulaires d'un titre de séjour prévu par la législation en vigueur (ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée), s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

1) ils ont précédemment occupé à temps plein ou à temps partiel un emploi permanent en France, au cours de l'année de référence, pourvu qu'il s'agisse d'activités réelles et effectives, non saisonnières ou non occasionnelles, que celles-ci aient été exercées en qualité de salariés ou de non-salariés,

2) leur père, leur mère ou leur tuteur légal a travaillé en France, au cours de l'année de référence, que ces activités aient été exercées en qualité de salarié ou de non-salarié.

C - Etudiants de nationalité étrangère bénéficiant d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident (en application des dispositions de l'ordonnance n° 45- 2658 du 2 novembre 1945 modifiée) domiciliés en France depuis au moins deux ans et dont le foyer fiscal de rattachement (père ou mère ou tuteur légal) est situé en France depuis au moins deux ans.

D - Les étudiants andorrans de formation française.

Dans tous les cas, les étudiants étrangers répondant à l'une des conditions visées ci-dessus doivent en outre remplir les conditions générales d'attribution de ces bourses définies par la présente circulaire et notamment celles relatives aux critères sociaux.

5) Condition de cursus pédagogique

a) Les élèves musiciens, hormis les chanteurs, sont inscrits :

- en cycle spécialisé et suivent une formation complète dans le même établissement, telle qu'elle est définie dans le schéma d'orientation pédagogique du ministère de la culture et de la communication.

Lorsque l'instrument est la discipline dominante, les élèves doivent suivre, régulièrement, un cours de pratique collective et un cours de culture musicale.

- En cycle de perfectionnement où ils doivent suivre une formation comportant, au minimum, la discipline dominante et une discipline complémentaire (qui peut être une pratique collective).

b) Les élèves chanteurs sont inscrits exclusivement en :

- 2^{ème} année du cursus des études de chant (la 1^{ère} année constituant une période d'observation sur les aptitudes à la poursuite de ces études) : ils suivent une formation complète dans l'établissement (chant, pratique collective, formation musicale ou culture musicale).*

***N.B :** A titre exceptionnel, et sur demande du directeur de l'établissement, une sixième année de bourse pourra être accordée à l'étudiant si son projet professionnel l'exige.

c) Les élèves danseurs sont inscrits exclusivement en :

- cycle préparatoire supérieur (filière A), conduisant à la médaille d'or. Les élèves doivent suivre un cours de formation musicale et pratiquer une discipline complémentaire à la discipline dominante.

- cycle secondaire de fin d'études débouchant sur le diplôme d'études chorégraphiques correspondant au cursus A, tel qu'il est défini dans le schéma d'orientation. Les élèves doivent suivre un cours de formation musicale et pratiquer une discipline complémentaire à la discipline dominante.

- cycle secondaire conduisant à la délivrance du certificat de fin d'études chorégraphiques de l'école nationale supérieure de danse de Marseille.

- cycle supérieur conduisant à la délivrance du certificat de fin d'études de l'école supérieure de danse de Cannes.

N.B. Les dispositions de cette circulaire peuvent, le cas échéant, être adaptées par le directeur régional des affaires culturelles pour tenir compte de la spécificité des cursus pédagogiques des deux écoles de Cannes et de Marseille.

d) Les élèves comédiens sont inscrits exclusivement en :

- cycle d'orientation professionnelle, tel que défini par le schéma d'orientation pédagogique de l'enseignement initial du théâtre paru en juin 2001 et mis en place au sein d'établissements (ou regroupements d'établissements) d'enseignement artistique habilités à délivrer, en fin de cycle, un diplôme d'études théâtrales (D.E.T.).

A titre expérimental, pour l'année scolaire 2001-2002, les établissements appelés à proposer ce cycle aux étudiants sont les suivants : le CNR de Grenoble, le CNR de Poitiers, l'ENM d'Avignon, le regroupement des établissements d'enseignement artistique de Nantes, Angers, Le Mans, La Roche-sur-Yon, Cholet.

6) Renouvellement

- * La bourse est attribuée annuellement pour une période de neuf mois.

- * Un étudiant ne peut recevoir une bourse que 5 fois au cours de ses études "cycle spécialisé" (sauf dérogation exceptionnelle précisée en 5b supra), même si celles-ci sont prolongées au-delà de 5 ans ou si l'élève s'inscrit dans une autre discipline.

- * Dans le cas d'inscription en cycle de perfectionnement, cette bourse ne peut être attribuée que deux fois sur les cinq années de référence.

7) Catégories exclues du dispositif

* Les fonctionnaires stagiaires, les agents titulaires des fonctions publiques de l'Etat, territoriale ou hospitalière, en exercice, en disponibilité, en congé sans traitement ou en sursis de première affectation.

* Les jeunes sous les drapeaux, objecteurs de conscience ou accomplissant le service national en qualité de volontaires.

* Les personnes en détention pénale sauf celles placées en régime de semi-liberté.

* Les personnes inscrites à l'agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aides à l'insertion et/ou à la formation professionnelle.

* Les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de qualification ou en congé individuel de formation.

* Les personnes recrutées en application de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 dans le cadre des emplois jeunes et engagées par un contrat de travail de droit privé régi par les codes du travail et de la sécurité sociale.

8) Cumul

Une bourse sur critères sociaux ne peut être cumulée avec :

- une bourse d'un autre département ministériel ;
- une aide de formation permanente ou de formation professionnelle ;
- une bourse d'un gouvernement étranger ;
- une bourse sur critères universitaires ;
- une bourse de mérite, un prêt d'honneur.

Titre II : Modalités de dépôt des demandes de bourses et d'examen des dossiers

1 - Dépôt des demandes

Le dépôt des demandes se fait auprès de l'établissement dans lequel le demandeur poursuit ses études de musique, de danse ou de théâtre.

Les intéressés doivent remplir le dossier et y joindre l'ensemble des pièces justificatives exigées.

2 - Commission de l'établissement

Elle est composée :

- du maire ou de son représentant,
- du directeur de l'établissement ou de son représentant,
- de deux professeurs choisis par les professeurs,

- de deux représentants des parents d'élèves choisis par les associations locales,
- d'un représentant du bureau d'aide sociale de la mairie ou de l'assistante sociale de l'établissement.

Elle examine les demandes et arrête une liste de candidats classés par ordre croissant de quotient familial.

Elle transmet à la direction régionale des affaires culturelles, au plus tard le 200., délai de rigueur, les dossiers de demandes accompagnés du procès-verbal de réunion et de la liste mentionnée ci-dessus.

3 - Commission régionale

Réunie à l'initiative du directeur régional des affaires culturelles, elle comprend :

- le préfet de région ou son représentant,
- le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant,
- le conseiller pour la musique et la danse et, le cas échéant, le conseiller théâtre,
- l'inspecteur de la musique, celui de la danse et, le cas échéant, l'inspecteur du théâtre, assurant le suivi de la région,
- le délégué régional de la fédération nationale des associations de parents d'élèves des conservatoires,
- un représentant des associations locales de parents d'élèves,
- deux directeurs de CNR ou d'ENMDT,
- deux représentants des professeurs des CNR et des ENMDT désignés par les instances syndicales représentatives (n'appartenant pas aux mêmes établissements que les directeurs).

A titre consultatif, le préfet de région peut décider d'inviter toute personne qualifiée susceptible d'éclairer la commission et notamment les travailleurs sociaux.

Après examen du dossier, la commission émet un avis d'attribution ou de non-attribution d'une bourse sur critères sociaux ou d'une allocation d'études, avec indication du taux proposé, au préfet de région qui décide.

Titre III : Critères sociaux d'attribution - taux des bourses

Les critères sociaux d'attribution des bourses sont applicables aux étudiants qui remplissent les conditions générales définies au titre II.

Les bourses sur critères sociaux n'ont pas pour objet de se substituer à l'obligation alimentaire telle que

définie par l'article 203 du code civil qui impose aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ceux-ci ne peuvent subvenir à leurs propres besoins. Ainsi, ces bourses constituent une aide complémentaire à celle de la famille.

En conséquence, et en règle générale, les bourses sur critères sociaux sont attribuées en fonction des ressources et des charges parentales, ainsi que des charges de l'étudiant, appréciées au regard du barème national.

1) Ressources à prendre en compte :

* Les ressources retenues sont celles se rapportant à la seule année de référence (n-2 par rapport à l'année du dépôt de la demande) qui figurent à la ligne «revenu brut global» ou «déficit brut global» du ou des avis fiscaux (d'imposition, de non-imposition ou de non-mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement).

* Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger ne figurant pas à la ligne précitée de l'avis fiscal.

* Pour l'année universitaire 2001-2002, l'année de référence (N-2) est 1999.

* Toutefois, à titre dérogatoire, et dans les situations limitativement énumérées ci-après, les revenus de l'année civile écoulée, voire ceux de l'année civile en cours, peuvent être retenus après prise en considération de l'évolution du coût de la vie durant cette (ces) année(s), mesurée par l'INSEE, afin de les comparer à ceux de l'année de référence :

a) en cas de diminution durable et notable des ressources familiales résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce⁽¹⁾, séparation de fait ou séparation de corps dûment constatée par la juridiction judiciaire ou lorsque la situation personnelle de l'étudiant et/ou de son conjoint est prise en compte à la suite d'un événement récent (mariage, naissance).

b) En cas de diminution des ressources consécutive à une mise en disponibilité, un travail à temps partiel, à une réduction du temps de travail durable ou à un congé sans traitement (congé parental par exemple).

Les cas particuliers pour lesquels la situation des parents ou du tuteur légal n'est pas uniquement retenue :

* L'étudiant marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité en application de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 dont le conjoint ou le partenaire dispose de ressources mensuelles égales ou supérieures

à 90 % du SMIC et lui permettant ainsi d'assurer l'indépendance financière du couple. Les intéressés doivent avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents ou du tuteur légal. Cette situation concerne l'étudiant français ou étranger. Ce dernier doit résider en France depuis au moins deux ans.

* Lorsqu'une bourse a été attribuée en fonction des revenus du conjoint ou du partenaire du candidat boursier, même si, entre-temps ceux-ci ont diminué, voire disparu, notamment en cas d'appel au service national, de séparation dûment constatée par la juridiction judiciaire, de divorce ou de veuvage, elle continuera à lui être allouée.

* L'étudiant ayant lui-même un ou plusieurs enfants à charge fiscalement et qui ne figure plus sur la déclaration de revenus de ses parents ou du tuteur légal.

* L'étudiant, âgé de 18 à 21 ans, bénéficiaire des prestations d'aide sociale versées par les services de l'aide sociale à l'enfance (cf. titres II et III du code de la famille et de l'aide sociale) ou âgé de plus de 21 ans et ancien bénéficiaire de ces mêmes prestations.

* L'étudiant orphelin de père et de mère : prise en compte des revenus personnels et/ou du foyer fiscal auquel il est rattaché.

* Les autres situations particulières nécessitant la prise en compte d'un ensemble de critères plus larges que ceux retenus par le barème national seront examinés dans le cadre des dispositions du titre IV (cf. infra).

⁽¹⁾En cas de séparation ou de divorce, les revenus retenus ne concernent que le parent ayant à charge le candidat sous réserve qu'un jugement prévoit pour l'autre parent l'obligation du versement d'une pension alimentaire. En l'absence d'un tel jugement les ressources des deux parents sont prises en compte, ces derniers étant soumis à l'obligation d'entretien en application du code civil.

Toutefois, dans les situations dûment constatées par une évaluation sociale, dans lesquelles l'un des parents se trouve dans l'incapacité de remplir l'obligation telle qu'elle est définie à l'article 203 du code civil, il pourra être accordé une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, à titre dérogatoire, sur la seule prise en considération des revenus du foyer ayant dans les faits la charge de l'étudiant.

De même, dans les cas, où en l'absence de la mention du versement d'une pension alimentaire dans le jugement de divorce, les ex-conjoints peuvent attester du fait, dûment constaté et fiscalement reconnu, que chacun d'entre eux a la charge d'un de leurs enfants au moins, il sera possible, à titre dérogatoire, d'examiner le droit à bourse sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

En cas de remariage, lorsque le nouveau conjoint prend fiscalement à charge un ou des enfants étudiants issus du premier mariage de son conjoint, le droit à bourse de ces étudiants doit être examiné en fonction des ressources du nouveau couple constitué.

2) Les charges de l'étudiant et de sa famille

LES CHARGES DE L'ETUDIANT	POINTS
Candidat boursier dont le domicile familial est éloigné de l'établissement d'inscription à la rentrée universitaire ⁽²⁾ - de 30 à 249 kilomètres - de 250 kilomètres et plus	2 points 1 point supplémentaire
Candidat boursier atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100% dans un internat) ⁽³⁾	2 points
Candidat boursier souffrant d'un handicap physique nécessitant l'aide permanente d'une tierce personne	2 points
Candidat boursier pupille de la Nation ou bénéficiaire d'une protection particulière ⁽⁴⁾	1 point
Candidat marié dont les ressources du conjoint sont prises en compte	1 point
Pour chaque enfant à charge du candidat boursier ⁽⁵⁾	1 point
LES CHARGES DE LA FAMILLE⁽⁶⁾	
Pour chaque enfant à charge et étudiant dans l'enseignement supérieur (à l'exclusion du candidat boursier)	3 points
Pour chaque autre enfant à charge (à l'exclusion du candidat boursier)	1 point
Père ou mère élevant seul(e) un ou plusieurs enfants	1 point

⁽²⁾ Le domicile de l'étudiant est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est son domicile qui sert de référence. Les étudiants inscrits dans les pays membres de l'Union européenne bénéficient à ce titre du nombre maximum de points de charge.

⁽³⁾ Cette incapacité doit avoir été reconnue, selon l'âge de l'intéressé, soit par la commission départementale de l'éducation spéciale (CDES), soit par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP).

⁽⁴⁾ L'attribution du point de charge en faveur du candidat boursier pupille de la Nation ou bénéficiaire d'une protection particulière résulte des dispositions prévues par les décrets n° 79-845 du 26 septembre 1979, n° 81-328 du 3 avril 1981 et n° 82-337 du 8 avril 1982 accordant des protections particulières aux enfants de certains militaires, magistrats, fonctionnaires civils et agents de l'Etat et personnels employés par les collectivités locales.

⁽⁵⁾ Lorsque l'étudiant est rattaché fiscalement à ses parents ou au tuteur légal, le point s'ajoute à leurs charges. Dans le cas d'indépendance de l'étudiant, ce point s'ajoute à ses charges.

⁽⁶⁾ Sont considérés à charge de la famille, les enfants rattachés fiscalement aux parents ou au tuteur légal, même ceux issus de précédent(s) mariage(s). Le rattachement fiscal est celui de l'année de référence n-2, ou les années suivantes en cas de naissance ou de mariage.

3) Barème des ressources et taux de bourses (en francs)

Le tableau ci-dessous indique le montant maximum de ressources permettant d'obtenir une bourse à l'échelon concerné (lignes horizontales) selon le total des points de charge (colonnes verticales). Pour l'année 2001-2002, les taux annuels des bourses servies s'échelonnent de 0 à 5.

BAREME DES RESSOURCES

Points de charge	ECHELONS									
	0		1		2		3		4	
0	120 200 F	18 324,37•	101 800 F	15 519,31•	82 300 F	12 546,55•	72 700 F	11 083,04•	63 200 F	9 634,78•
1	133 600 F	20 367,19•	113 200 F	17 257,23•	91 400 F	13 933,84•	80 800 F	12 317,88•	70 200 F	10 701,92•
2	147 000 F	22 410,01•	124 600 F	18 995,15•	100 500 F	15 321,13•	88 900 F	13 552,72•	77 400 F	11 799,55•
3	160 400 F	24 452,82•	135 900 F	20 717,82•	109 700 F	16 723,66•	96 900 F	14 772,31•	84 400 F	12 866,70•
4	173 700 F	26 480,39•	147 200 F	22 440,50•	118 900 F	18 126,19•	105 100 F	16 022,39•	91 400 F	13 933,84•
5	186 900 F	28 492,72•	158 400 F	24 147,92•	127 900 F	19 498,23•	113 200 F	17 257,23•	98 500 F	15 016,23•
6	200 300 F	30 535,54•	169 700 F	25 870,60•	137 100 F	20 900,76•	121 200 F	18 476,82•	105 500 F	16 083,37•
7	213 700 F	32 578,35•	181 000 F	27 593,27•	146 300 F	22 303,29•	129 400 F	19 726,90•	112 500 F	17 150,51•
8	227 000 F	34 605,93•	192 400 F	29 331,19•	155 400 F	23 690,58•	137 400 F	20 946,49•	119 600 F	18 232,90•
9	240 300 F	36 633,50•	203 600 F	31 038,62•	164 500 F	25 077,86•	145 500 F	22 181,33•	126 600 F	19 300,05•
10	253 700 F	38 676,32•	215 000 F	32 776,54•	173 700 F	26 480,39•	153 700 F	23 431,41•	133 600 F	20 367,19•
11	267 200 F	40 734,38•	226 300 F	34 499,21•	182 800 F	27 867,68•	161 800 F	24 666,25•	140 700 F	21 449,58•
12	280 500 F	42 761,95•	237 500 F	36 206,64•	192 000 F	29 270,21•	169 800 F	25 885,84•	147 700 F	22 516,72•
13	293 800 F	44 789,52•	249 000 F	37 959,81•	201 100 F	30 657,50•	178 000 F	27 135,93•	154 800 F	23 599,11•
14	307 000 F	46 801,85•	260 300 F	39 682,48•	210 200 F	32 044,78•	186 000 F	28 355,52•	161 900 F	24 681,50•
15	320 500 F	48 859,91•	271 600 F	41 405,15•	219 400 F	33 447,31•	194 200 F	29 605,60•	168 900 F	25 748,64•
16	333 800 F	50 887,48•	282 800 F	43 112,58•	228 600 F	34 849,85•	202 300 F	30 840,44•	176 000 F	26 831,03•
17	347 100 F	52 915,05•	294 200 F	44 850,50•	237 600 F	36 221,89•	210 300 F	32 060,03•	183 000 F	27 898,17•

ECHELONS	TAUX annuels	
	francs	euros
Echelon 0 (*)	0 F	0 •
1 ^{er} échelon	8 383 F	1 278 •
2 ^{ème} échelon	12 634 F	1 926 •
3 ^{ème} échelon	16 235 F	2 475 •
4 ^{ème} échelon	19 777 F	3 015 •
5 ^{ème} échelon	22 670 F	3 456 •

(*) l'attribution d'une bourse à l'échelon 0 n'ouvre droit à aucun versement mais à l'exonération des droits d'inscription dans la limite de 1000 F, et de la sécurité sociale étudiante.

Titre IV : Situations particulières – allocations d'études

1) Situations particulières

La commission consultative spécialisée peut examiner, en vue de l'attribution d'une bourse sur critères sociaux, certaines situations qui ne sont pas prises en compte dans le cadre des principes de calcul généraux permettant de déterminer la situation sociale du demandeur.

Il s'agit, en particulier :

- * d'étudiants élevés par des grands-parents,
- * d'étudiants dont les parents sont en situation de surendettement, de redressement ou de liquidation judiciaires, de dépôt de bilan,
- * ou d'étudiants dont les parents doivent faire face à des situations exceptionnelles comme, par exemple, une baisse de revenus due à une catastrophe naturelle ou à la conjoncture économique, notamment pour les professions agricoles.

2) Les allocations d'études

Cette aide a vocation à répondre à des situations :

- * de rupture familiale avec leurs parents, situation qui sera attestée par une enquête sociale ;
- * de difficultés particulières non prévues dans les situations permettant l'attribution dérogatoire d'une bourse sur critères sociaux ;
- * d'indépendance familiale avérée. Cette situation sera appréciée au regard d'un dossier préparé par les services sociaux et comprenant au minimum des documents officiels attestant d'un domicile séparé et d'une déclaration fiscale indépendante ;
- * de reprise d'études au delà de l'âge limite prévu pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux, sous réserve que les intéressés ne bénéficient pas, par ailleurs, d'autres aides (exemple : des allocations de chômage ou le revenu minimum d'insertion, etc.) ;
- * de résidence solitaire sur le territoire français alors que leur famille réside à l'étranger et que les revenus déclarés de celle-ci ne permettent pas d'apprécier leur droit à bourse. Cette situation ne concerne que les étudiants français.

Les demandeurs doivent, par ailleurs, remplir les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux.

La demande d'allocation d'études (dossier social étudiant) est examinée par la commission régionale qui décide de son attribution et de son montant qui correspond à l'un des échelons (de 1 à 5) des bourses sur critères sociaux.

Le renouvellement d'une allocation d'études est possible sous réserve que le candidat continue à remplir les conditions ayant permis l'ouverture du droit.

Une demande d'allocation d'études peut être déposée à tout moment au cours de l'année universitaire.

Titre V : Constitution d'un dossier de demande de bourse

Pièces obligatoires à fournir :

La photocopie de l'avis fiscal ou des avis fiscaux qui se rapportent aux revenus perçus par les parents, ou tuteurs, ou par le conjoint en cas de déclaration séparée.

En cas de divorce des parents, une copie de l'extrait de jugement confiant l'étudiant à l'un des parents et fixant le montant de la pension correspondante. A défaut, l'avis d'imposition ou de non imposition de l'autre parent devra être joint au dossier.

Un relevé d'identité bancaire ou postal (si le candidat est mineur, le relevé d'identité bancaire ou postal des parents doit être accompagné de l'autorisation jointe en fin de dossier).

Candidat de nationalité étrangère : attestation des parents, sur l'honneur, indiquant s'ils perçoivent ou non des revenus à l'étranger et, le cas échéant, leur montant.

Candidat ayant le statut de réfugié : attestation de l'OFPRA (office français de protection des réfugiés et apatrides).

Candidat pris en charge par la DDASS : attestation de la DDASS.

Enfants à charge recueillis au titre de l'aide sociale à l'enfance : attestation de la mairie.

Enfants à charge inscrits à l'ANPE ne percevant pas d'allocation de l'ASSEDIC : attestation de l'ASSEDIC.

Les élèves ayant choisi de poursuivre leurs études musicales et chorégraphiques dans un établissement qui n'est pas le plus proche de leur lieu de résidence devront justifier leur choix par lettre qui sera jointe au dossier.

Copie des justificatifs de la scolarité du candidat et, le cas échéant, des frères et sœurs étudiants dans l'enseignement supérieur.

Imprimés en annexe de la présente circulaire dûment remplis.

D'autres pièces peuvent être demandées par la commission pour justifier des situations particulières.

Aucun dossier incomplet ou comprenant des pièces non datées ou non signées ne sera pris en considération.

Les candidats dont les documents sont en langue étrangère doivent obligatoirement en fournir la traduction.

Arrêté du 19 novembre 2001 portant nomination des membres du comité supérieur du conservatoire national supérieur d'art dramatique.

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié relatif à l'organisation du ministère de la culture ;

Vu le décret n° 71-328 du 29 avril 1971 portant règlement organique du conservatoire national supérieur d'art dramatique ;

Arrête :

Art. 1^{er}. – Sont nommés membres du comité supérieur du conservatoire national supérieur d'art dramatique, sur la proposition du directeur de l'établissement, pour l'année scolaire 2001-2002 :

- Mme Catherine Frot
- M. Valère Novarina
- M. Gérard Maro
- M. Hervé Basle
- M. Cédric Klapisch

Art. 2. – Sont nommés membres du comité supérieur du conservatoire national supérieur d'art dramatique, pour l'année scolaire 2001-2002 :

- M. Jacques Nichet, directeur du centre dramatique national de Toulouse ;
- M. Alain Brunsvick, inspecteur général de la création et des enseignements artistiques.

La directrice de la musique, de la danse,
du théâtre et des spectacles
Sylvie Hubac

Note n° 2001/026 du 4 décembre 2001 relative à l'aide apportée par l'Etat aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels, porteurs de création et d'innovation musicale.

La ministre de la culture et de la communication
à l'attention de

Messieurs les préfets des régions Bourgogne, Centre, Ile-de-France, Midi-Pyrénées et Pays-de-la-Loire
(directions régionales des affaires culturelles)

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels, porteurs de création et d'innovation musicale.

Cette nouvelle procédure a vocation à se mettre en place progressivement. En 2002, elle ne concerne qu'un nombre limité de régions dans le cadre d'une démarche

visant à expérimenter son fonctionnement et le cas échéant, à lui apporter des améliorations préalables à sa généralisation sur l'ensemble du territoire.

Avec votre accord, votre région a été retenue parmi celles qui mettront en place cette nouvelle procédure en 2002. A ce titre, vous disposerez de moyens supplémentaires destinés à répondre aux besoins qu'elle suscitera.

Vous noterez enfin que ce nouveau dispositif remplace, dans les régions dans lesquelles il s'applique, les procédures antérieures relatives aux «ensembles missionnés» et aux «contrats musiques nouvelles» ; dans les domaines des musiques actuelles, il se donne pour but de préciser, d'unifier et d'élargir les dispositifs existants

1) Les objectifs du nouveau dispositif

Depuis plusieurs décennies, la politique du ministère de la culture et de la communication en faveur de la création musicale s'est appuyée sur une double démarche : d'une part, l'affirmation d'une présence nécessaire de la création pour les structures dites généralistes (notamment les orchestres, les opéras, les festivals, les scènes de musiques actuelles...) ; d'autre part, la mise en place d'institutions «spécialisées» telles que les centres de création.

Cependant la création s'épanouit volontiers en dehors des institutions, qu'elles soient généralistes ou spécialisées, parce qu'il est dans la nature de l'art de se renouveler aussi hors des cadres qui lui sont donnés.

De même, l'innovation qui s'applique non seulement aux musiques d'aujourd'hui, mais aussi à celles d'hier, ainsi qu'à la forme du concert ou de la représentation, se développe-t-elle aussi hors des institutions.

Création et innovations musicales sont ainsi portées, également, par des équipes artistiques indépendantes des institutions - tantôt menées par un artiste, créateur ou interprète, tantôt animées par un projet collectif - qui s'organisent en ensembles, compagnies ou collectifs musicaux.

La distinction, le suivi et l'évaluation des projets de création, ainsi que des ensembles, compagnies et collectifs qui œuvrent dans ce domaine ou innover dans leur approche des répertoires, du concert ou de la représentation, relèvent aujourd'hui d'un domaine de l'Etat presque entièrement déconcentré. Face à ces ensembles nombreux et divers, il importait de définir une démarche homogène et équitable au plan national, dans ses critères comme dans ses modes d'application.

Les trois formes d'aide décrites dans la présente circulaire ont pour objectif l'aide aux projets et le

soutien des artistes et équipes professionnels qui accompagnent le développement de la création et de l'innovation en musique, toutes esthétiques confondues. Ce nouveau dispositif devrait permettre :

- d'accompagner les équipes artistiques dans les évolutions de leur parcours ;
- de favoriser la reconnaissance de nouveaux talents ;
- de favoriser la réalisation de projets ambitieux ;
- de consolider le statut de certains ensembles, compagnies ou collectifs dans un cadre contractuel ;
- de créer une nouvelle dynamique en faveur de la création et de l'innovation musicales, favorisant plus particulièrement :

. la rencontre des créateurs avec leurs interprètes et les publics, notamment par l'encouragement des résidences de compositeurs,

. l'ancrage de la création et de l'innovation dans l'enseignement général et spécialisé, et dans la pratique des amateurs,

. une bonne articulation entre la création et les démarches d'action culturelle.

Ces objectifs coïncident avec ceux que le ministère de la culture et de la communication poursuit, dans le domaine de la création et de l'innovation musicales, à travers le suivi et l'évaluation des institutions généralistes et spécialisées de production et de diffusion (scènes nationales, festivals, orchestres, maisons d'opéra, studios de création, scènes de musiques actuelles), comme à travers sa relation constante avec les collectivités territoriales.

2) Les bénéficiaires du nouveau dispositif

Le nouveau dispositif vise principalement les structures indépendantes que sont les ensembles, compagnies et collectifs musicaux professionnels, porteurs de projets de création et d'innovation musicale.

Les collectifs, compagnies et ensembles de musique visés par ce nouveau dispositif sont prioritairement ceux qui développent une démarche de :

- recherche de nouveaux répertoires ;
- recherche dans l'approche et l'interprétation des répertoires ;
- rencontres entre genres musicaux nécessitant une mise en œuvre particulière ;
- recherche de nouvelles formes de concerts et de relations avec les publics ;
- croisement entre disciplines artistiques et notamment productions scéniques (lyrique, théâtre musical).

Cette approche est volontairement très large, et le champ musical concerné d'une grande diversité

artistique et professionnelle ; on peut, sans exclusive, évoquer la musique vocale (ensembles vocaux et chœurs), la musique instrumentale de répertoire sur instruments anciens ou sur instruments modernes, la musique instrumentale de répertoire contemporain et de création, le jazz, les musiques improvisées, les musiques nouvelles, les musiques traditionnelles et musiques du monde, la création musicale et scénique et la création scénique d'œuvres du répertoire...

Les structures prises en compte dans cette nouvelle procédure doivent pouvoir susciter et développer des partenariats, autour de projets artistiques forts, significatifs et fédérateurs.

Les organismes ressortissant du secteur commercial ne pourront pas être pris en compte par ce nouveau dispositif. De même, les organismes dont l'existence est garantie en amont de la définition de leur projet artistique (maisons d'opéra, orchestres permanents...) ne pourront pas bénéficier de ce nouveau dispositif, à l'exception des mesures relatives aux résidences de compositeurs telles que décrites dans la partie A du paragraphe 4.

3) Les commissions régionales d'experts pour l'aide aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicale

Dans le cadre de cette nouvelle procédure, je recommande la mise en place, auprès des préfets de région, de commissions régionales d'experts pour l'aide aux collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation musicale.

Ces commissions, qui sont consultatives, sont réunies une fois dans l'année, dans le courant du premier trimestre, et ce à partir de l'exercice 2002.

Il vous appartiendra, en tant que chef des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication, de créer cette commission régionale d'experts et d'en déterminer la composition et le fonctionnement, par voie d'arrêté.

Dans un souci de cohérence et d'uniformité pour les régions concernées par cette procédure expérimentale d'aide, je vous engage à mettre en place la commission régionale conformément aux indications qui suivent.

A) Composition de la commission régionale d'experts

Le nombre des membres qui compose la commission devra s'établir entre dix et vingt. Il vous appartiendra également de nommer les personnalités appelées à y siéger.

Les membres des commissions sont notamment désignés parmi les professionnels suivants : créateurs, interprètes, programmateurs, responsables d'institutions musicales telles que studios, orchestres et maisons d'opéra, directeurs et enseignants d'établissements d'enseignement spécialisé, musicologues, journalistes. La composition de la commission doit tenir compte de la diversité du champ géographique. La composition de la commission tient également compte de la diversité du champ artistique. En tant que de besoin, des collègues spécifiques dont les compétences couvrent plus précisément les différents secteurs artistiques peuvent être institués. Enfin, vous pourrez également inclure dans la composition de cette commission des représentants des collectivités territoriales susceptibles de s'impliquer dans le soutien aux ensembles.

Les membres de la commission sont nommés pour trois ans par le préfet de région, sur proposition du directeur régional des affaires culturelles. En cas de vacance d'un siège, un nouveau membre est désigné pour la durée du mandat restant à courir. Chaque membre ne peut exécuter que deux mandats successifs.

L'organisation des travaux, leur animation et le secrétariat de la commission sont assurés par la direction régionale des affaires culturelles.

Le conseiller chargé de la musique, qui a instruit le dossier de demande de subvention, et un membre au moins de l'inspection de la création et des enseignements artistiques assistent aux réunions sans voix délibérative. Il en est de même, le cas échéant, des représentants des associations départementales et régionales pour le développement de la musique et de la danse.

B) Procédure et fonctionnement de la commission régionale d'experts

Tout organisme souhaitant bénéficier d'une subvention au titre de l'une des aides prévues par le nouveau dispositif dépose une demande auprès de la direction régionale des affaires culturelles de la région où est situé son siège social. Par exception à ce principe, vous pouvez toutefois accepter des dossiers présentés par des organismes installés dans d'autres régions mais exerçant des activités ou poursuivant des projets inscrits dans des zones relevant de votre compétence. Vous en informerez cependant le préfet de la région dans laquelle se situe le siège social du demandeur.

Il sera recommandé à l'organisme de joindre à son dossier un document audio ou audiovisuel. Sous réserve des dispositions applicables au renouvellement des conventions, détaillées au 4°-C de la présente circulaire, la direction régionale procède à l'instruction des demandes et transmet à la commission régionale

celles qui sont recevables, accompagnée chacune de son avis circonstancié. La direction régionale devra notamment s'assurer de la conformité de la situation financière et administrative de l'organisme demandeur.

La commission régionale se prononce sur l'opportunité d'allouer une aide à l'organisme dont la demande est soumise à son examen, ainsi que sur la nature de l'aide envisagée (voir ci-dessous).

Les travaux des commissions régionales sont confidentiels dans la mesure où ils sont strictement destinés à éclairer les choix qu'opère le ministère dans le cadre de sa politique en faveur de la musique. Toutefois, il est établi une synthèse des avis de la commission, dont tout ou partie pourra être communiqué aux collectivités territoriales ; en outre, les porteurs de projets qui en feront la demande pourront se voir communiquer la partie de cette synthèse qui les concerne.

L'avis attendu des commissions régionales porte sur la qualité artistique et sur le professionnalisme de la démarche. Il s'appuie notamment sur la définition des missions artistiques et professionnelles décrites par la charte des missions de service public du spectacle vivant, transmise par circulaire de la ministre aux préfets le 22 octobre 1998.

4) Les trois types d'aide

A) L'aide au projet de création ou d'innovation musicale

L'aide au projet s'applique à la création et à la production sous le signe de l'innovation telle que définie plus haut. Sont prioritaires les projets qui embrassent tout le processus allant de la recherche et de l'écriture à la représentation publique, en passant par la phase de production proprement dite et par un accompagnement du projet en termes d'action culturelle.

Les structures indépendantes, telles que définies plus haut sous les termes de collectifs, compagnies et ensembles de musique professionnels, sont privilégiées dans l'attribution de l'aide au projet.

Toutefois, dans le souci de couvrir l'ensemble du champ de la création et de l'innovation musicale en région, des projets destinés aux élèves de l'enseignement spécialisé ou aux musiciens amateurs, et faisant appel à un ou plusieurs musiciens professionnels indépendants, pourront être soumis aux commissions régionales. De même, des projets de résidence de compositeurs portés par d'autres structures que ces ensembles (conservatoires, école de musiques, orchestres, universités...), pourront être soumis aux commissions régionales. Dès lors, c'est à la structure portant le projet que l'aide pourra être donnée.

Pour être significative, l'aide au projet ne devra pas être inférieure à 9.000 Euros.

B) L'aide à la structuration

Il s'agit d'une aide s'appliquant à l'ensemble de l'activité d'un collectif, d'une compagnie ou d'un ensemble de musique professionnels, et non pas à une seule production ou à un seul projet.

Cette aide joue le rôle de soutien à l'émergence, d'accompagnement de parcours pour des ensembles en devenir. Elle peut représenter une étape de reconnaissance dans la perspective d'un conventionnement ultérieur.

Tant pour créer la nouvelle dynamique recherchée que dans le souci de favoriser l'émergence et de ne pas figer les situations acquises, l'aide aux ensembles, qui est annuelle, ne pourra être apportée plus de trois fois consécutives à un même collectif, compagnie ou ensemble.

C) Le conventionnement d'ensembles, compagnies et collectifs

L'Etat peut décider d'établir une convention pluriannuelle avec les ensembles, compagnies et collectifs dont le rayonnement national, la régularité professionnelle et les capacités de recherche, d'innovation, de création et de diffusion sont soulignées par les commissions régionales.

Il est attendu des organismes bénéficiaires d'une convention :

- un projet caractérisé par une ligne artistique claire ;
- un rapport au public construit, que ce soit à travers un programme de diffusion ou par un partenariat avec une ou plusieurs institutions ;
- une structuration de l'activité par la stabilisation de moyens artistiques, mais aussi d'emplois techniques ou administratifs.

Les conventions sont signées pour trois ans. Elles comportent, à côté de la définition du projet et de l'activité artistiques, un cahier des charges établi en adéquation avec les missions sociales et territoriales définies par la charte des missions de service public du spectacle vivant et avec l'engagement financier du ministère.

Pour être significatif, cet engagement ne devra pas être inférieur à 150.000 Euros répartis sur trois ans.

Avant leur renouvellement, les conventions doivent faire l'objet d'un bilan comprenant une analyse rendue par l'organisme bénéficiaire au plus tard trois mois avant le terme de la convention et portant sur le travail accompli en regard des objectifs fixés, ainsi que sur

les évolutions envisagées pour l'avenir.

Ces éléments sont transmis à la commission, complétés par l'appréciation de l'inspecteur de la création et des enseignements artistiques compétent et par l'analyse des services de la directions régionale des affaires culturelles, relatives à l'activité artistique de l'ensemble, compagnie ou collectif, à son fonctionnement, à son rayonnement national et international, au partenariat qu'il aura mobilisé et à l'impact de son travail d'action culturelle.

Je vous demande de veiller à ce que les membres de la commission puissent disposer de la totalité de ces pièces avant de juger de l'opportunité du renouvellement d'une aide au titre d'un conventionnement, les décisions de cette nature ne devant pas revêtir un caractère automatique pour ne pas risquer de figer des situations acquises.

Dans le cas où vous décideriez de ne pas proposer une nouvelle convention, une formule d'aide spécifique pour une année de «sortie de convention» pourra permettre d'atténuer les effets économiques de cette décision.

5) Dispositions diverses

Dans le cadre du dispositif décrit dans la présente circulaire, un même ensemble, compagnie ou collectif peut, à titre exceptionnel et si les projets ou activités qu'il conduit le justifient, solliciter des aides dans plus d'une région. Vous veillerez toutefois, dans ce cas, à ce que les dossiers de candidatures déposés fassent état des aides et demandes relevant des autres régions concernées.

Par ailleurs, l'aide au projet, l'aide aux ensembles ou le conventionnement restent compatibles avec l'attribution de commandes d'Etat aux compositeurs dont les œuvres sont interprétées par les ensembles, compagnies ou collectifs aidés dans le cadre du nouveau dispositif.

L'aide au projet, l'aide aux ensembles ou le conventionnement sont également compatibles avec les soutiens spécifiques apportés dans le cadre de programmes de développement menés par les directions régionales des affaires culturelles en partenariat avec d'autres ministères (éducation nationale, emploi et solidarité...) ou avec les collectivités territoriales. Ces soutiens peuvent faire l'objet d'une procédure contractuelle particulière ou d'un avenant à la convention.

Je vous demande d'apporter un soin particulier à la présentation et à la communication de la nouvelle procédure que vous mettrez en place à compter de l'année 2002, et qui doit contribuer à une vitalité accrue de la vie musicale de notre pays.

La ministre de la culture et de la communication,
Catherine Tasca

Mesures d'information

Relevés de textes parus au Journal officiel

NOVEMBRE 2001

JO n° 254 du 1^{er} novembre 2001

Culture

Page 17185 Arrêté du 24 octobre 2001 modifiant l'arrêté du 26 décembre 2000 fixant les catégories, le nombre des bénéficiaires et le taux des indemnités de sujétions spéciales attribuées à certains conservateurs du patrimoine et conservateurs généraux du patrimoine relevant du ministère de la culture.

Page 17185 Arrêté du 24 octobre 2001 fixant le taux de l'indemnité spéciale allouée aux conservateurs et conservateurs délégués des antiquités et objets d'art.

JO n° 255 des 2 et 3 novembre 2001

Culture

Page 17324 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 256 du 4 novembre 2001

Premier ministre

Page 17359 Circulaire du 2 novembre 2001 relative à la gestion des archives dans les services et établissements publics de l'Etat.

Economie, finances et industrie

Page 17363 Arrêté du 29 octobre 2001 portant répartition de crédits (culture : tableau B, titre V).

Page 17367 Arrêté du 30 octobre 2001 portant transfert de crédits (culture : tableau A, titre III).

Culture

Page 17376 Arrêté du 30 octobre 2001 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit du musée d'art et d'histoire du judaïsme pour une exposition (exposition : *Juif errant*).

Page 17379 Arrêté du 9 octobre 2001 portant nomination à la Comédie-Française (Mme Coutard Anne).

Page 17379 Arrêté du 31 octobre 2001 portant nomination au Conseil supérieur des archives.

JO n° 257 des 5 et 6 novembre 2001

Premier ministre

Page 17431 Décret n° 2001-1008 du 29 octobre 2001 modifiant le décret n° 90-715 du 1^{er} août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables

aux corps des agents des services techniques des administrations de l'Etat.

Intérieur

Page 17483 Arrêté du 18 octobre 2001 portant renouvellement d'habilitation d'un bureau de vérification pour l'application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les chapiteaux, tentes et structures recevant du public.

Culture

Page 17486 Arrêté du 25 octobre 2001 portant révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de la ville de Laon (Aisne).

JO n° 258 du 7 novembre 2001

Culture

Page 17676 Arrêté du 31 octobre 2001 portant nomination au conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son.

JO n° 259 du 8 novembre 2001

Culture

Page 17729 Arrêté du 4 septembre 2001 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Languedoc-Roussillon.

Page 17729 Arrêté du 5 septembre 2001 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (2°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels.

Page 17729 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (correctif).

JO n° 260 du 9 novembre 2001

Culture

Page 17816 Décret n° 2001-1030 du 6 novembre 2001 modifiant le décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier à l'industrie cinématographique.

Page 17817 Arrêté du 30 octobre 2001 modifiant l'arrêté du 26 octobre 1995 relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de l'Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Page 17817 Arrêté du 6 novembre 2001 modifiant l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre II du titre III du décret

n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier à l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier automatique à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée.

Page 17818 Arrêté du 6 novembre 2001 modifiant l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier à l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée.

JO n° 261 du 10 novembre 2001

Economie, finances et industrie

Page 17887 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 1^{er} au 5 septembre 2001 (Gestion 2001) (culture, titre V).

JO n° 262 du 11 novembre 2001

Economie, finances et industrie

Page 17958 Arrêté du 2 novembre 2001 portant répartition de crédits (culture, tableau B : titre III).

Premier ministre

Page 17974 Arrêté du 8 novembre 2001 portant inscription et promotion (architectes et urbanistes de l'Etat).

JO n° 263 des 12 et 13 novembre 2001

Premier ministre

Page 18015 Décret n° 2001-1045 du 6 novembre 2001 relatif à l'indemnité forfaitaire pour frais de représentation.

Economie, finances et industrie

Page 18018 Décret n° 2001-1049 du 12 novembre 2001 portant virement de crédits (culture : titre III).

Fonction publique

Page 18051 Décret n° 2001-1054 du 9 novembre 2001 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites.

JO n° 264 du 14 novembre 2001

Intérieur

Page 18098 Arrêté du 29 octobre 2001 portant approbation de la modification des statuts d'un établissement d'utilité publique (association : Confédération musicale de France).

Culture

Page 18105 Arrêté du 23 octobre 2001 portant attribution de diverses emprises domaniales dépendant

d'un ensemble immobilier (Etablissement public du parc et de la grande halle de La Villette).

Page 18110 Arrêté du 9 novembre 2001 portant nomination à la commission consultative des trésors nationaux.

JO n° 265 du 15 novembre 2001

Ordre national du mérite

Page 18142 Décret du 14 novembre 2001 portant promotion et nomination (culture, pp.18167-18168, dont nos collègues, Officier : M. Malingre Daniel (ESNBA), Chevalier : Mme Alemany-Dessaint Véronique (conservatrice en chef du patrimoine), Melle Constant Claire (conservatrice en chef du patrimoine), M. Martinot-Lagarde Jean-Louis (architecte urbaniste en chef de l'Etat), Mme Petit-Meyer Judith Gisèle (conservatrice générale du patrimoine), M. Poirier Alain (directeur du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris), Mme Schneider Malou (conservatrice territoriale en chef du patrimoine), et au titre du Patrimoine et de la décentralisation culturelle : Officier : M. Samoyault Jean (conservateur général du patrimoine), Chevalier : Mme Cohen Françoise (conservatrice territoriale du patrimoine).

Conventions collectives

Page 18188 Arrêté du 5 novembre 2001 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des professions de la photographie.

Page 18188 Arrêté du 5 novembre 2001 portant extension d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 266 du 16 novembre 2001

Economie, finances et industrie

Page 18233 Arrêté du 8 novembre 2001 portant transfert de crédits (culture, tableau A : titres V et VI).

Culture

Page 18259 Arrêté du 25 octobre 2001 portant nomination au conseil d'administration de l'Etablissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels.

Conventions collectives

Page 18262 Arrêté du 7 novembre 2001 portant extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 18262 Arrêté du 7 novembre 2001 portant élargissement d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 18262 Arrêté du 7 novembre 2001 portant élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes)

conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 18263 Arrêté du 7 novembre 2001 portant extension d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 267 du 17 novembre 2001

Page 18311 Loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations.

Economie, finances et industrie

Page 18319 Arrêté du 13 novembre 2001 portant répartition de crédits (culture, tableau B : titres V et VI).

Page 18320 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 8 au 12 octobre 2001 (Gestion 2001) (culture, titre V).

Culture

Page 18340 Arrêté du 12 novembre 2001 portant délégation de signature (Mme Hivernet Béatrice).

Page 18356 Décret du 15 novembre 2001 portant nomination du directeur du Théâtre national de la Colline (M. Françon Alain).

Page 18356 Arrêté du 12 novembre 2001 portant nomination au cabinet de la ministre (Mme Hivernet Béatrice).

Page 18356 Arrêté du 12 novembre 2001 portant nomination au cabinet du secrétaire d'Etat (M. Bonnevalle Gilles).

Page 18356 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 269 des 19 et 20 novembre 2001

Culture

Page 18435 Arrêté du 2 novembre 2001 fixant le nombre de bourses offertes au titre de la sélection 2002 aux candidats à un séjour à l'Académie de France à Rome.

Page 18441 Arrêté du 29 octobre 2001 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs du patrimoine) (MM. Cranga Yves et Maheux Hubert).

Page 18441 Arrêté du 12 novembre 2001 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (1°) de l'article 8 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels (M. Bernard Jean-Luc).

JO n° 270 du 21 novembre 2001

Culture

Page 18512 Décret du 19 novembre 2001 portant délégation de signature (M. Vallet Christophe).

Page 18519 arrêté du 19 octobre 2001 portant

admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Pinzuti Noël).

JO n° 271 du 22 novembre 2001

Premier ministre

Page 18559 Décret n° 2001-1090 du 20 novembre 2001 portant réaménagement des tarifs applicables aux publications administratives et des tarifs applicables aux journaux et écrits périodiques en régime international.

Economie, finances et industrie

Page 18565 Arrêté du 14 novembre 2001 portant annulation de crédits (culture, tableau A, p. 18567 : titres III, IV, V et VI).

Culture

Page 18578 Décret n° 2001-1096 du 19 novembre 2001 portant approbation de la modification apportée aux statuts de la Société nationale de programmes Radio France [art. 6].

Fonction publique

Page 18582 Arrêté du 19 novembre 2001 fixant les règles de fonctionnement et de constitution des commissions instituées par le décret n° 2001-834 du 12 septembre 2001 relatif à la reconnaissance de l'expérience professionnelle en équivalence des conditions de titres ou de diplômes requises pour se présenter aux concours et examens professionnels réservés organisés en application de l'article 1^{er} de la loi n° 2001-12 du 3 janvier 2001.

Premier ministre

Page 18583 Arrêté du 19 novembre 2001 portant titularisation (architectes et urbanistes de l'Etat).

JO n° 273 du 24 novembre 2001

Culture

Page 18738 Arrêté du 13 novembre 2001 portant reconnaissance de la qualification d'architecte (M. Rebull Germinal).

JO n° 275 des 26 et 27 novembre 2001

Economie, finances et industrie

Page 18856 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 15 au 19 octobre 2001 (Gestion 2001) (culture, titres III et V).

Culture

Page 18874 Décret du 26 novembre 2001 portant nomination du directeur du musée d'Orsay (M. Lemoine Serge).

Page 18874 Arrêté du 9 novembre 2001 portant nomination au conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure de création industrielle.

JO n° 276 du 28 novembre 2001**Economie, finances et industrie**

Page 18912 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 22 au 26 octobre 2001 (Gestion 2001) (culture, titre V).

Culture

Page 18924 Arrêté du 19 novembre 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au Centre Pompidou : *La Révolution surréaliste*).

Page 18924 Arrêté du 19 novembre 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au Grand Palais : *Théodore Chassériau (1819-1856)*).

Page 18925 Arrêté du 19 novembre 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au musée d'Orsay : *Thomas Eakins*).

Page 18925 Arrêté du 19 novembre 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Lyon : *Alfred Sisley (1839-1899)*).

Page 18925 Arrêté du 20 novembre 2001 fixant la liste des publications périodiques visées à l'article 1^{er} du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Page 18930 Décret du 27 novembre 2001 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio France internationale (M. Cluzel Jean-Paul).

Conventions collectives

Page 18931 Arrêté du 19 novembre 2001 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des professions de la photographie.

Page 18933 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 277 du 29 novembre 2001**Culture**

Page 18971 Arrêté du 26 novembre 2001 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (certificat d'exportation de l'œuvre de Girodet de 1819 : *Pygmalion et Galatée*).

Page 18971 Arrêté du 26 novembre 2001 refusant le certificat prévu à l'article 5 de la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 modifiée (certificat d'exportation de l'œuvre de Le Corbusier de 1950 : *Le Modulor*, encre et collage de papiers gouachés).

Page 18984 Arrêté du 14 novembre 2001 portant admission à la retraite (corps des fonctionnaires de la recherche) (M. Pierre Daniel).

JO n° 278 du 30 novembre 2001**Culture**

Page 19056 Arrêté du 12 novembre 2001 relatif aux congés pour études et recherches.

Page 19056 Arrêté du 28 novembre 2001 relatif à l'organisation de la direction de l'architecture et du patrimoine.

Page 19058 Arrêté du 28 novembre 2001 portant organisation des services de la direction de l'architecture et du patrimoine.

Page 19068 Décret du 28 novembre 2001 portant nomination du président du conseil d'administration de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (M. Malingre Daniel).

DÉCEMBRE 2001**JO n° 279 du 1^{er} décembre 2001****Economie, finances et industrie**

Page 18912 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 29 octobre au 2 novembre 2001 (Gestion 2001) (culture, titres III et V).

Culture

Page 19178 Décret n° 2001-1130 du 28 novembre 2001 modifiant le décret n° 67-513 du 30 juin 1967 relatif aux tarifs des droits et taxes perçus par le Centre national de la cinématographie.

Page 19179 Arrêté du 30 octobre 2001 modifiant l'arrêté du 17 avril 1974 relatif à la rémunération des assistants, assistants accompagnateurs et accompagnateurs du Conservatoire national supérieur de musique.

Page 19180 Arrêté du 2 novembre 2001 portant habilitation d'un centre à assurer la formation au diplôme d'Etat de professeur de danse.

Page 19180 Arrêté du 2 novembre 2001 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à assurer la formation au diplôme d'Etat de professeur de danse.

Page 19195 Décrets du 28 novembre 2001 portant nomination (écoles d'architecture) (professeurs associés : M. Gilles Seraphin (Paris-Belleville), MM. Rodo Tisnado et Roger Perrinjaquet (Paris-La Villette)).

Page 19195 Décision du 21 novembre 2001 portant nomination des experts prévus par le décret n° 2001-988 du 29 octobre 2001 relatif aux aides au tournage dans les départements d'outre-mer.

Conventions collectives

Page 19197 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 19197 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans

le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 280 du 2 décembre 2001

Culture

Page 19252 Décret n° 2001-1133 du 29 novembre 2001 modifiant le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 portant création de l'Etablissement public du musée du Louvre et le décret n° 96-339 du 17 avril 1996 portant statut d'emploi de l'administrateur général de l'Etablissement public du musée du Louvre.

Page 19253 Décret n° 2001-1134 du 29 novembre 2001 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites.

Page 19253 Arrêté du 29 novembre 2001 fixant l'échelonnement indiciaire de l'emploi d'administrateur général de l'Etablissement public du musée du Louvre.

JO n° 281 des 3 et 4 décembre 2001

Fonction publique

Page 19290 Arrêté du 26 novembre 2001 fixant les taux des indemnités forfaitaires de changement de résidence prévues aux articles 25 et 26 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié.

Page 19291 Arrêté du 26 novembre 2001 modifiant l'arrêté du 12 avril 1989 modifié fixant les taux des indemnités forfaitaires de changement de résidence prévues aux articles 26 et 27 du décret n° 89-271 du 12 avril 1989 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacement des personnels civils à l'intérieur des départements d'outre-mer, entre la métropole et ces départements, et pour se rendre d'un département d'outre-mer à un autre.

Culture

Page 19297 Arrêté du 29 novembre 2001 portant nomination du directeur général de la Cité de la musique (M. Bayle Laurent).

JO n° 283 du 6 décembre 2001

Premier ministre

Page 19424 Décret n° 2001-1148 du 5 décembre 2001 instituant une indemnité pour sujétions particulières des personnels des cabinets ministériels.

Intérieur

Page 19428 Arrêté du 20 novembre 2001 portant approbation de la modification des statuts d'un établissement d'utilité publique (" Association française d'action artistique " à Paris)

Culture

Page 19438 Arrêté du 21 novembre 2001 portant

approbation de la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public (CICRP Belle de mai).

Page 19438 Arrêté du 3 décembre 2001 portant approbation d'opérations financières sur des participations de France Télévision et de France Télévision Distribution.

Page 19438 Arrêté du 3 décembre 2001 portant approbation d'opérations financières sur des participations de France 2 et de France 3.

Page 19451 Arrêté du 19 novembre 2001 portant inscription à un tableau d'avancement (enseignement artistique) (Mme Goutal Joëlle).

Page 19451 Arrêté du 21 novembre 2001 portant inscription à un tableau d'avancement (administration centrale).

Page 19451 Arrêté du 27 novembre 2001 portant nomination à la Commission nationale de la danse (Mme Burgraeve-Vogel Annie).

JO n° 284 du 7 décembre 2001

Intérieur

Page 19492 Décret n° 2001-1155 du 4 décembre 2001 fixant pour l'année 2001 le taux de concours prévu par l'article R. 1614-79 du code général des collectivités territoriales relatif au concours particulier de la dotation générales de décentralisation pour les bibliothèques municipales.

JO n° 285 du 8 décembre 2001

Economie, finances et industrie

Page 19542 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 5 au 9 novembre 2001 (Gestion 2001) (culture, titres III et V).

Culture

Page 19566 Arrêté du 23 novembre 2001 modifiant l'arrêté du 10 février 1999 fixant la composition du comité d'orientation du fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générales.

JO n° 286 du 9 décembre 2001

Culture

Page 19635 Décret du 7 décembre 2001 portant nomination du président de la commission consultative des trésors nationaux (M. Honorat Edmond).

JO n° 287 des 10 et 11 décembre 2001

Education nationale

Page 19658 Arrêté du 3 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 7 juin 1994 fixant la composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard des bibliothécaires.

Culture

Page 19661 Arrêté du 27 novembre 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au musée Guimet : *Afghanistan, une histoire millénaire*).

Page 19661 Arrêté du 27 novembre 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Collectionner, passionnément*).

Page 19661 Arrêté du 27 novembre 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au château de Versailles : *Madame de Pompadour et les arts*).

Page 19661 Arrêté du 3 décembre 2001 reconnaissant au Conservatoire européen d'écriture audiovisuelle la capacité de dispenser l'enseignement du cinéma et de l'expression audiovisuelle.

Page 19668 Arrêté du 6 décembre 2001 portant nomination du directeur délégué de l'Opéra national de Paris (M. Mortier Gérard).

JO n° 288 du 12 décembre 2001**Intérieur**

Page 19730 Arrêté du 20 novembre 2001 portant approbation de la modification des statuts et du titre d'un établissement d'utilité publique (Association des concerts Lamoureux, devenue : Orchestre des concerts Lamoureux).

Culture

Page 19749 Décret du 10 décembre 2001 portant délégation de signature (M. Martinot-Lagarde Jean-Louis).

Page 19750 Décret du 10 décembre 2001 portant délégation de signature (M. Cerquiglini Bernard).

Page 19750 Arrêté du 30 novembre 2001 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

Page 19750 Arrêté du 7 décembre 2001 relatif à l'octroi d'une dispense d'assurance au profit du musée de la vie romantique pour une exposition (exposition : *André Malraux, le dernier des romantiques et de la modernité*).

JO n° 289 du 13 décembre 2001**Culture**

Page 19813 Arrêté du 10 décembre 2001 portant cessation de fonctions au cabinet de la ministre (M. Oudart Pierre).

JO n° 290 du 14 décembre 2001**Intérieur**

Page 19848 Décret du 7 décembre 2001 abrogeant le décret portant reconnaissance d'une association comme établissement d'utilité publique (association "Société des amis des arts de la Côte-d'Or").

Culture

Page 19860 Décision du 30 novembre 2001 de la commission créée par l'article L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle.

JO n° 291 du 15 décembre 2001**Economie, finances et industrie**

Page 19910 Arrêté du 7 décembre 2001 portant transfert de crédits (culture, tableau A : titre III).

Culture

Page 19943 Décret du 11 décembre 2001 portant nomination (conservateurs du patrimoine stagiaires) (MM. Cranga Yves et Maheux Hubert).

Page 19943 Arrêté du 27 novembre 2001 portant nomination au Haut Comité des célébrations nationales.

JO n° 292 du 16 décembre 2001**Economie, finances et industrie**

Page 19966 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 12 au 16 novembre 2001 (Gestion 2001) (culture, titres III, IV et V).

Fonction publique

Page 19990 Arrêté du 26 novembre 2001 modifiant l'arrêté du 22 septembre 1998 fixant les montants des indemnités forfaitaires de changement de résidence prévues aux articles 39 et 40 du décret n° 98-844 du 22 septembre 1998 modifié.

Culture

Page 19991 Décret du 13 décembre 2001 portant nomination au conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie (M. Colombier Pierre).

JO n° 293 des 17 et 18 décembre 2001**Education nationale**

Page 20039 Arrêté du 6 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 16 mai 2001 portant règlement d'examen du baccalauréat technologique "techniques de la musique et de la danse".

JO n° 294 du 19 décembre 2001**Economie, finances et industrie**

Page 20105 Arrêté du 5 décembre 2001 portant transfert de crédit (culture, tableau A : titre III, et tableau C : rémunérations principales).

Culture

Page 20157 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Conventions collectives

Page 20161 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés.

JO n° 295 du 20 décembre 2001**Intérieur**

Page 20227 Décret du 13 décembre 2001 abrogeant le décret du 19 février 1915 portant reconnaissance d'une association comme établissement d'utilité publique (" Société des beaux-arts " à Nice).

Conventions collectives

Page 20260 Arrêté du 11 décembre 2001 portant extension d'un accord d'étape partiel, modifié par un avenant, de la convention collective nationale des intermittents techniques de la production audiovisuelle.

JO n° 296 du 21 décembre 2001**Economie, finances et industrie**

Page 20287 Arrêté du 13 décembre 2001 portant annulation de crédit (culture, titre V : patrimoine monumental).

Culture

Page 20318 Arrêté du 3 décembre 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au Grand-Palais à Paris : *Les arts décoratifs sous Louis XIII*).
Page 20318 Arrêté du 3 décembre 2001 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition au Centre Pompidou : *La Révolution surréaliste*).

Page 20318 Arrêté du 13 décembre 2001 relatif au comité consultatif des prêts et dépôts d'œuvres et d'objets d'art inscrits sur l'inventaire du Fonds national d'art contemporain.

Page 20318 Arrêté du 13 décembre 2001 relatif à la commission de reversement d'œuvres et d'objets d'art inscrits sur l'inventaire du Fonds national d'art contemporain.

Page 20329 Arrêté du 21 novembre 2001 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Grenoble (personnalités extérieures).
Page 20329 Arrêté du 27 novembre 2001 portant inscription à un tableau d'avancement (inspection générale de l'administration des affaires culturelles) (Mmes de Foucauld Florence et Mariani-Ducray Francine, M. Charpillon Jacques).

Page 20330 Arrêté du 4 décembre 2001 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (Mme Gotteri Nicole).

Page 20330 Arrêté du 4 décembre 2001 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Menou Jean-Claude).

Page 20330 Arrêté du 5 décembre 2001 portant inscription à un tableau d'avancement (services déconcentrés) (M. Peurot Jean-Luc, Mme Eliot Annie).

Page 20330 Décision du 27 novembre 2001 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Guimeja Lin Tank).

JO n° 297 du 22 décembre 2001**Culture**

Page 20430 Décret n° 2001-1236 du 21 décembre 2001 relatif à l'Institut national du patrimoine et modifiant le décret n° 90-406 du 16 mai 1990 créant et organisant l'Ecole nationale du patrimoine.

Page 20433 Arrêté du 13 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 2 mars 1998 instituant une commission consultative d'aide à la première exposition.

Fonction publique

Page 20439 Décret n° 2001-1238 du 19 décembre 2001 modifiant le décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B.

Page 20440 Décret n° 2001-1239 du 19 décembre 2001 modifiant le décret n° 94-1017 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues.

Culture

Page 20449 Décision du 4 décembre 2001 portant nomination à la commission d'aide au développement de projets.

Page 20450 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme de paysagiste DPLG.

JO n° 298 du 23 décembre 2001**Culture**

Page 20497 Arrêté du 27 novembre 2001 portant changement d'utilisation d'un ensemble immobilier domanial, attribution concomitante à titre de dotation de divers ensembles immobiliers domaniaux et attribution à titre de dotation provisoire d'un ensemble immobilier domanial (Théâtre national de l'Odéon).

Page 20503 Arrêté du 19 décembre 2001 portant nomination au conseil d'administration du Centre des monuments nationaux.

Conventions collectives

Page 20505 Avis relatif à l'extension d'un accord professionnel national concernant les salariés permanents des entreprises de production audiovisuelle.

JO n° 299 des 24, 25 et 26 décembre 2001**Fonction publique**

Page 20654 Arrêté du 17 décembre 2001 fixant le nombre de places offertes en 2002 au cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

Page 20654 Arrêté du 17 décembre 2001 fixant le nombre de places offertes en 2002 au cycle préparatoire au troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

Culture

Page 20660 Arrêté du 10 décembre 2001 portant inscription à un tableau d'avancement (services déconcentrés) (M. Oculi Clément).

Conventions collectives

Page 20662 Arrêté du 14 décembre 2001 portant élargissement d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 300 du 27 décembre 2001**Culture**

Page 20827 Arrêté du 17 décembre 2001 fixant les dates des élections aux conseils régionaux et au Conseil national de l'ordre des architectes.

Aménagement du territoire et environnement

Page 20833 Décret du 19 décembre 2001 portant classement d'un site (département du Var : vallon de l'abbaye du Thoronet).

Page 20833 Décret du 19 décembre 2001 portant classement d'un site (département de l'Ariège : site de Montségur).

JO n° 301 du 28 décembre 2001**Economie, finances et industrie**

Page 20902 Décret n° 2001-1266 du 27 décembre 2001 portant virement de crédits (culture : titre III).

Page 20903 Arrêté du 19 décembre 2001 portant annulation de crédits (culture, titres V et VI : patrimoine monumental).

Page 20908 Arrêté du 20 décembre 2001 portant annulation de crédits (culture, titre V : bâtiments).

Culture

Page 21006 Arrêté du 12 novembre 2001 portant délégation de signature (Mme Hivernet Béatrice).

Page 21006 Arrêté du 24 décembre 2001 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours pour le recrutement de techniciens de recherche (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 21006 Arrêté du 24 décembre 2001 autorisant au titre de l'année 2002 l'ouverture de concours pour le recrutement d'assistants ingénieurs (femmes et hommes) de la mission de la recherche du ministère de la culture et de la communication.

Page 21037 Arrêté du 18 décembre 2001 portant détachement (administrateurs civils) (Mme Barbaroux Monique).

Page 21037 Arrêté du 19 décembre 2001 portant détachement (administrateurs civils) (M. Juré Patrick).

Page 21037 Décision du 14 décembre 2001 portant nomination à la commission d'agrément des œuvres

cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure.

JO n° 302 du 29 décembre 2001

Page 21074 Loi de finances pour 2002 (n° 2001-1275 du 28 décembre 2001) (culture : p. 21111 : Comptes d'affectation spéciale : soutien financier des industries cinématographique et audiovisuelle ; p. 21114 : état B : répartition des crédits par ministères ; p. 21116 : état C : titres V et VI ; p. 21125 : taxes ; p. 21127 : état F : dation en paiement ; p. 21130 : état H : achats d'œuvres d'art et commandes artistiques).

Page 21133 Loi de finances rectificative pour 2001 (n° 2001-1276 du 28 décembre 2001).

Economie, finances et industrie

Page 21179 Décret n° 2001-1281 du 28 décembre 2001 portant répartition de crédits ouverts par la loi de finances rectificative pour 2001 (n° 2001-1276 du 28 décembre 2001) (culture, Etat A : titre IV, p. 21180 et Etat B : titre VI, p. 21185 ; Récapitulation p. 21188).

Page 21202 Décret n° 2001-1288 du 28 décembre 2001 portant répartition des crédits ouverts par la loi de finances pour 2002 : culture et communication.

Culture

Page 21303 Décret n° 2001-1328 du 27 décembre 2001 portant approbation de modifications des statuts de France Télévision, de France 2, de France 3 et de La Cinquième pour la conversion en euros du capital social de ces sociétés.

Page 21303 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2001-1329 du 28 décembre 2001 modifiant le décret n° 2001-609 du 9 juillet 2001 pris pour l'application du 3° de l'article 27 et de l'article 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et relatif à la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en clair par voie hertzienne terrestre en mode analogique au développement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Page 21304 Décret n° 2001-1329 du 28 décembre 2001 modifiant le décret n° 2001-609 du 9 juillet 2001 pris pour l'application du 3° de l'article 27 et de l'article 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et relatif à la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés en clair par voie hertzienne terrestre en mode analogique au développement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Page 21304 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2001-1330 du 28 décembre 2001 modifiant le décret n° 90-66 du 17 juillet 1990 pris pour l'application du 2° de l'article 27 et du 2° de l'article 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant les principes généraux concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Page 21305 Décret n° 2001-1330 du 28 décembre 2001 modifiant le décret n° 90-66 du 17 juillet 1990 pris pour l'application du 2° de l'article 27 et du 2° de l'article 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant les principes généraux concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Page 21307 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2001-1331 du 28 décembre 2001 modifiant le décret n° 92-280 du 27 mars 1992 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant les principes généraux concernant le régime applicable à la publicité et au parrainage.

Page 21307 Décret n° 2001-1331 du 28 décembre 2001 modifiant le décret n° 92-280 du 27 mars 1992 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant les principes généraux concernant le régime applicable à la publicité et au parrainage.

Page 21309 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2001-1332 du 28 décembre 2001 pris pour l'application des articles 27, 28 et 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et relatif à la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique dont le financement fait appel à une rémunération de la part des usagers au développement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Page 21310 Décret n° 2001-1332 du 28 décembre 2001 pris pour l'application des articles 27, 28 et 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et relatif à la contribution des éditeurs de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique dont le financement fait appel à une rémunération de la part des usagers au développement de la production d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

Page 21312 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2001-1333 du 28 décembre 2001 pris pour

l'application des articles 27, 70 et 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et fixant les principes généraux concernant la diffusion des services autres que radiophoniques par voie hertzienne terrestre en mode numérique.

Page 21315 Décret n° 2001-1333 du 28 décembre 2001 pris pour l'application des articles 27, 70 et 71 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et fixant les principes généraux concernant la diffusion des services autres que radiophoniques par voie hertzienne terrestre en mode numérique.

Page 21319 Décision du 6 décembre 2001 de la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle portant conversion en euros de la décision du 4 janvier 2001 relative à la rémunération pour copie privée.

Page 21327 Décret du 21 décembre 2001 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (M. Hoog Emmanuel).

Page 21327 Arrêté du 6 décembre portant promotion (administration centrale) (Mmes Casala Marie-Christiane, Favarel-Garrigues Cécile, Guidoni Stéphanie, Ledanois Elisabeth).

JO n° 303 du 30 décembre 2001

Economie, finances et industrie

Page 21411 Arrêté du 27 décembre 2001 relatif aux caractéristiques des équipements de réception des services diffusés par voie hertzienne terrestre.

Intérieur

Page 21471 Arrêté du 26 décembre 2001 autorisant au titre de l'année 2002 le recrutement par concours d'adjoints administratifs des services déconcentrés du ministère de l'intérieur (préfectures), d'adjoints administratifs des services déconcentrés du ministère de l'agriculture et de la pêche et d'adjoints administratifs des services déconcentrés du ministère de la culture et de la communication, spécialité administration et dactylographie.

Culture

Page 21480 Décret n° 2001-1364 du 28 décembre 2001 relatif à l'âge des candidats à la sélection de l'Académie de France à Rome

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO n° 45 AN (Q) du 5 novembre 2001

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Paul Bacquet sur les mesures prises par le CSA pour s'assurer du respect de la pluralité d'expression par la presse écrite et audiovisuelle locale appartenant à un même groupe, comme la chaîne de télévision locale créée à Clermont-Ferrand par le groupe du seul quotidien régional existant : *La Montagne*.

(Question n° 52934-30.10.2000).

- MM. Gérard Lindeperg et Jean-Luc Warsmann sur l'intention du Gouvernement de lever l'interdiction du CSA en autorisant la diffusion de Radio France internationale (RFI) dans les régions sur la bande FM, cette radio, financée par la redevance, n'étant accessible qu'à Paris, sur internet et par satellite.

(Questions n° 63093-02.07.2001 ; 65505-03.09.2001).

- M. Christian Bourquin sur la position de la ministre sur la politique dite " de verdissement de l'administration ", et sur les mesures qu'elle a déjà prises ou qu'elle entend prendre pour la mettre en œuvre.

(Question n° 64312-23.07.2001).

- M. Christian Estrosi sur le montant des crédits affectés à l'expression artistique en région PACA et sur la répartition de ces aides entre les différentes entités (théâtres, compagnies, festivals), eu égard à la nécessité d'assurer une vie théâtrale de qualité dans cette région connue du monde entier.

(Question n° 64464- 23.07.2001).

- Mme Nicole Feidt sur l'opportunité de mettre en place les éléments d'une politique visant à redonner à Paris et à la France une place significative sur les marchés de l'art, européen puis mondial, à l'image du rang qui était le leur sur le marché de l'art à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

(Question n° 65830-17.09.2001).

JO n° 46 AN (Q) du 12 novembre 2001

Réponse aux questions de :

- M. Philippe Chaulet sur les mesures qui seront mises en œuvre pour encourager une meilleure représentativité des communautés originaires des départements d'outre-mer au sein du paysage audiovisuel français.

(Questions n° 48759-10.07.2000 ; 64135-16.07.2001).

- M. Christian Estrosi sur l'intention du Gouvernement d'inclure dans le projet de loi sur la société de

l'information certaines des dispositions de la directive sur les droits d'auteur qui doit être transposée avant dix-huit mois.

(Question n° 60682-30.04.2001).

- M. Jean-Louis Idiart sur l'opportunité de transformer la TDCAUE en taxe attachée au foncier bâti, mesure, conforme à l'évolution des missions des CAUE vers plus de réhabilitation du patrimoine que de construction; qui conforterait et stabiliserait leur financement.

(Question n° 65694-10.09.2001).

JO n° 48 AN (Q) du 26 novembre 2001

Réponse aux questions de :

- M. Jacques Myard sur l'opportunité de réserver les aides à la création cinématographique accordées aux producteurs français dans le cadre de l'exception culturelle aux productions tournées en français et d'en exclure les films réalisés en anglais qui visent le marché international et dénaturent la notion de l'exception culturelle

(Question n° 59853-02.04.2001).

- M. Jean-Marc Nudant sur les intentions du Gouvernement pour assurer l'égalité de l'information télévisuelle en Côte-d'Or, La 5 et France 3 Bourgogne étant très difficilement captées dans de nombreuses communes.

(Question n° 61932-04.06.2001).

- M. Bernard Roman sur les dispositions envisagées pour faire appliquer sur internet la législation relative à la propriété intellectuelle, eu égard à la prolifération des contrefaçons commerciales de sites originaux.

(question transmise)
(Question n° 63118-02.07.2001).

- M. Roger Mei sur les mesures qui seront prises pour pérenniser le service public performant qu'est Télédiffusion de France (TDF) après 2003, les choix lors de la mise en place de l'analogie et de l'attribution de l'exclusivité de la diffusion numérique pouvant mettre en cause son existence.

(Question n° 63729-09.07.2001).

- M. André Aschieri sur les conséquences, pour le droit à l'antenne des télévisions associatives, de la suppression des antennes collectives hertziennes par les câblo-opérateurs, et sur la possibilité d'obtenir que ceux-ci diffusent les télévisions associatives qui en feraient la demande.

(Question n° 63730-09.07.2001).

- M. Christian Estrosi sur le calendrier précis du

lancement des appels à candidature pour la future télévision numérique terrestre, et sur la date des premières diffusions.

(Question n° 64806-30.07.2001).

- M. Jacques Bascou sur l'opportunité de charger les préfets de soumettre l'autorisation d'ouverture d'un établissement au respect du 1% culturel, trop peu mis en œuvre en région selon les artistes, malgré l'extension de cette obligation à certaines réalisation des collectivités locales.

(Question n° 65877-17.09.2001).

- MM. Jacques Péliissard et Louis Guédon sur l'inquiétude des artisans du bâtiment provoquée par l'abaissement à 20 m² (au lieu de 170 m²) du seuil de recours obligatoire à un architecte, tant en construction neuve qu'en réhabilitation du bâti, prévu par le projet de réforme de la loi du 3 janvier 1997 relative à l'architecture.

(Questions n° 66251-24.09.2001 ; 66387-24.09.2001).

- M. André Aschieri sur l'opportunité de traduire les menus de restaurants dans les langues régionales, affirmant ainsi l'identité culturelle de la population maintenant que ces langues ont été réintroduites dans le cursus scolaire.

(Question n° 66729-01.10.2001).

- M. André Aschieri sur la pertinence d'étendre l'emploi des langues régionales à la signalétique des sites touristiques.

(Question n° 66730-01.10.2001).

- André Aschieri sur la nécessité de concevoir, à l'intention des administrés, un guide indiquant les différentes administrations, notamment celles décentralisées, leurs coordonnées et leurs missions.

(Question n° 66802-01.10.2001).

- M. Félix Leyzour sur les mesures qui seront prises pour éviter que la réforme de la loi du 3 janvier 1997 relative à l'architecture pénalise les artisans du bâtiment par un abaissement excessif du seuil de recours obligatoire à un architecte.

(Question n° 67927-22.10.2001).

JO n° 49 AN (Q) du 3 décembre 2001

Réponse aux questions de :

- M. Daniel Marcovitch sur l'intention de la ministre de favoriser la réception d'émissions radiophoniques espagnoles en région parisienne, une seule émission pouvant être captée à une heure tardive sur les ondes courtes dans de mauvaises conditions. (question signalée)

(Question n° 65601-10.09.2001).

- M. Bruno Bourg-Broc sur la conformité à la législation relative à la langue française de l'usage fréquent de l'expression “ Best Of ”, et plus encore par la radio de service public France Bleu.

(Question n° 66357-24.09.2001).

JO n° 50 AN (Q) du 10 décembre 2001

Réponse aux questions de :

- M. Renaud Donnedieu de Vabres sur l'ambiguïté de l'article L. 122-7 du code de la propriété intellectuelle quant l'autorisation de la cession partielle de droits d'auteur telle que le panachage de cession à titre gratuit et à titre onéreux, type de contrat vital tant pour l'auteur que pour l'éditeur d'ouvrages de recherche peu rentables.

(Question n° 65285-20.08.2001).

- M. Jacques Le Nay sur l'espoir de voir publié avant le congrès de la Fédération nationale des cinémas français de Deauville (25-27 septembre 2001) le décret d'application des dispositions législatives destinées à encadrer la mise en place des cartes de cinéma d'accès illimité qui inquiète tant la petite et moyenne exploitation cinématographique française.

(Question n° 65290-20.08.2001).

- M. Bruno Bourg-Broc sur l'évolution depuis dix ans des différentes catégories de consultants des archives nationales : chercheurs, particuliers occasionnels, généalogistes, associations, sociétés, etc.

(Question n° 65377-27.08.2001).

- M. Bruno Bourg-Broc sur l'intention de la ministre de commémorer la résistance durement réprimée opposée au coup d'Etat du 2 décembre 1851 dans de nombreux départements pour défendre la République.

(Question n° 66676-01.10.2001).

- M. André Aschieri sur la possibilité de prévoir des postes de guides de musées pour les sourds et malentendants.

(Question n° 66852-01.10.2001).

- M. Christian Estrosi sur le nombre d'entrées dans les salles de cinéma des Alpes-Maritimes pour l'année 2000.

(Question n° 67078-08.10.2001).

- M. Bernard Perrut sur la progression des aides de l'Etat en faveur de la presse prévue dans le prochain budget, et sur l'espoir de voir cesser l'exclusion de la presse agricole et spécialisée du soutien du fonds d'aide aux quotidiens régionaux, départementaux et locaux à faibles ressources de petites annonces.

(Question n° 67457-15.10.2001).

- M. Thierry Mariani sur l'inventaire des biens culturels et naturels français inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, et en instance d'inscription sur cette liste sur proposition de la France, et sur le délai de classement d'un bien

(Questions n° 67482-15.10.2001 ; 67484-15.10.2001).

- M. Jean Dufour sur l'intention de la ministre de proposer des mesures pour conforter et développer l'opéra de Marseille, opéra municipal dont l'histoire, la qualité et le public devraient lui valoir une subvention de l'Etat plus large que les 3% actuels de son budget.

(Question n° 67607-15.10.2001).

JO n° 51 AN (Q) du 17 décembre 2001

Réponse aux questions de :

- M. André Aschieri sur l'étonnante absence de contrôle des sites culturels provinciaux quant à leur capacité d'assurer aux sourds et malentendants un égal accès à la culture.

(Question n° 66797-01.10.2001).

- M. Thierry Mariani sur les critères retenus par la France pour constituer la liste indicative des biens culturels ou naturels qui sera soumise à la convention du patrimoine de l'UNESCO en vue de leur inscription sur la liste du patrimoine mondial.

(Question n° 67483-15.10.2001).

JO n° 52 AN (Q) du 24 décembre 2001

Réponse aux questions de :

- M. Christian Estrosi sur le montant des dotations et subventions accordées par le ministère chargé de la culture à l'ensemble des musées des Alpes-Maritimes en 2000, sur le nombre d'entrées payantes et gratuites enregistrées pour la même période dans les établissements recevant une aide de l'Etat.

(Question n° 61629-28.05.2001).

- M. Georges Frèche sur le nombre total d'heures d'émissions, par chaîne et par type de programmes, comportant un sous-titrage Télétexte à l'intention des 4 millions de français sourds et malentendants, et sur l'opportunité d'instaurer un quota obligatoire d'heures diffusées avec ces procédés dont l'application paraît insuffisante. (question signalée)

(Question n° 66567-01.10.2001).

- M. Christian Estrosi sur les intentions de la ministre, dans le cas éventuel d'une modification de la loi de 1977 sur l'architecture, quant au seuil de la superficie à partir de laquelle le recours à un architecte est obligatoire.

(Question n° 66668-01.10.2001).

- M. François Vannson sur l'intention d'inclure au projet de réforme de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture des mesures qui permettront de régler la situation des 10 000 maîtres d'œuvre qui se sont installés depuis 1977, et sur l'adoption de seuils d'application qui leur permettront de poursuivre leur activité.

(Question n° 68707-12.11.2001).

SENAT**JO n° 45 S (Q) du 15 novembre 2001**

Réponse à la question de :

- M. Jean-Marc Pastor sur le statut et les fonctions des architectes des Bâtiments de France, et notamment sur la procédure menant à leur nomination, s'ils interviennent en toute circonstance en tant qu'agents de l'Etat, rémunérés comme tels, et sur l'autorité de

leurs avis et les recours offerts aux maires.

(Question n° 34842-23.08.2001).

JO n° 46 S (Q) du 22 novembre 2001

Réponse aux questions de :

- Mme Marie-Claude Beaudeau sur les mesures, en faveur du droit à l'antenne pour les télévisions associatives, qui seront prises pour faire respecter par les cabloopérateurs les textes qui prévoient l'affectation d'un canal à leur diffusion, la disparition progressive des antennes collectives hertziennes privant les télé-spectateurs de l'émergence de ces nouvelles chaînes.

(Question n° 33746-14.06.2001).

- M. Marcel Vidal sur les missions des délégués au cinéma nommés dans chaque région au niveau des DRAC : champ d'action, date prévue par le Gouvernement pour leur entrée en fonction.

(Question n° 34882-23.08.2001).

- M. Louis Souvet sur le montant et la justification de la dépense engagée par les pouvoirs publics pour le financement du char français ayant participé à la Love Parade de Berlin.

(Question n° 34893-30.08.2001).

- M. Bernard Joly sur le préjudice que causerait aux artisans du bâtiment l'adoption de la suggestion de la direction de l'architecture et du patrimoine (DAPA) de retenir un seuil de 20 m² hors œuvre brut pour l'intervention obligatoire d'un architecte dans le projet de réforme de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, et sur l'opportunité de retenir un seuil préservant à la fois les usagers et les intervenants.

(Question n° 35282-27.09.2001).

JO n° 47 S (Q) du 29 novembre 2001

Réponse à la question de :

- M. Emmanuel Hamel sur le recensement des archives orales qui serait en cours de réalisation selon l'avis (p.36) du Conseil économique et social sur le rapport intitulé *Les " archives orales ", rôle et statut* (séance du 10 janvier 2001) : est-il achevé, a-t-il été communiqué à tous les services concernés, sa mise à jour annuelle est-elle envisagée ?

(Question n° 35343-27.09.2001).

JO n° 49 S (Q) du 13 décembre 2001

Réponse aux questions de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'estimation du coût de construction et de fonctionnement d'une nouvelle salle de concert à Paris après les études complémentaires d'ordre artistique, juridique et techniques qui ont été menées à la demande de la ministre, et sur la décision prise quant à cette construction.

(Question n° 33180-17.05.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur les dispositions prises depuis janvier 2001 pour concrétiser l'intention du

Gouvernement de sensibiliser par une circulaire les différents départements ministériels concernés de l'importance d'une quête des témoignages oraux et sur les premiers résultats obtenus.
(Question n° 35337-27.09.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur la suggestion de l'avis (p.36) du Conseil économique et social sur le rapport intitulé *Les " archives orales ", rôle et statut* (séance du 10 janvier 2001) de créer " un comité scientifique chargé des témoignages oraux ", et s'il a été mis en place, sur les moyens dont il dispose et les objectifs qui lui ont été fixés.
(Question n° 35338-27.09.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur les mesures d'application qui auront été prises suite à l'avis (p.36) du Conseil économique et social sur le rapport intitulé *Les " archives orales ", rôle et statut* (séance du 10 janvier 2001) qui suggérerait d'encourager le dépôt des témoignages oraux dans des centres de conservation correctement équipés.
(Question n° 35339-27.09.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur la proposition de l'avis (p.35) du Conseil économique et social sur le rapport intitulé *Les " archives orales ", rôle et statut* (séance du 10 janvier 2001) que soit précisé dans la définition des témoignages oraux " leur appartenance ou non au droit public ou privé ".
(Question n° 35340-27.09.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur la prise en compte par le Gouvernement de la nouvelle dénomination des témoignages oraux proposée par l'avis (p.23) du Conseil économique et social sur le rapport intitulé *Les " archives orales ", rôle et statut* (séance du 10 janvier 2001) : " archives orales ", avec distinction entre " témoignages immédiats ", " témoignages ultérieurs ou rétrospectifs ".
(Question n° 35342-27.09.2001).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan pour l'été 2001, et notamment pour le département du Rhône, de l'opération " un été au ciné " menée par le Centre national de la cinématographie (CNC) depuis 1991.
(Question n° 35485-04.10.2001).

JO n° 50 S (Q) du 20 décembre 2001

Réponse à la question de :

- M. Emmanuel Hamel sur l'accueil par le Gouvernement du souhait exprimé dans l'avis (p.34) du Conseil économique et social sur le rapport intitulé *Les " archives orales ", rôle et statut* (séance du 10 janvier 2001) que le témoignage oral " soit accompagné d'un journal ", dans lequel l'enquêteur relaterait les conditions du recueil, son contexte, et éventuellement ses commentaires personnels susceptibles d'apporter un élément d'information supplémentaire "
(Question n° 35341-27.09.2001).

JO n° 51 S (Q) du 27 décembre 2001

Réponse aux questions de :

- M. Yvan Renar sur l'inadaptation à la spécificité de l'activité culturelle, notamment de la création théâtrale et chorégraphique dont les frais sont surtout salariaux, du mode de paiement des subventions à la création artistique dans la région Nord – Pas-de-Calais depuis le 1^{er} janvier 2001 par les services financiers de l'Etat appliquant la règle du " service fait ", les aides étant versées de long mois après la réalisation après fourniture des pièces comptables justificatives des dépenses réalisées conformément à l'objet de la subvention, et donc servant surtout à payer les agios des banques.
(Question n° 35664-18.10.2001).

- Mme Marie-Claude Beaudeau sur l'atteinte à la législation sur l'emploi de la langue française constituée par la généralisation de la distribution des films étrangers sous leurs titres originaux ou sous des titres anglais non traduits en français, pratique qui tend à faire de l'anglo-américain la langue officielle du cinéma.
(Question n° 36180-01.11.2001).

- M. François Autain sur l'inconvénient de la taxe parafiscale sur les spectacles créée par le décret n° 2000-1 du 4 janvier 2001 pour financer les actions de soutien aux titulaires d'une licence de spectacle (théâtre privé et variétés), qui amène les petites et moyennes associations à budget modeste à financer les professionnels du spectacle.
(Question n° 36698-22.11.2001).



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Adresse complète :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 18,29 • = pour l'année

Date et signature (3).

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 3, rue de Valois, 75001 Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.